le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Régression sociale, renversons la vapeur !

M 02137 - 1489 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

«Je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez, ils profitent»

Sur les murs en 68

hebdo n° 1489
du 11 au 17 octobre 2007

Sommaire

Aloïs, **cancers**, etc, par P. Schindler, *page 4*

L'autruche tape fort, *page 5*

Mehr **Arbeit** macht..., par Tsinapah, *page 5*

Brèves, *page 6*

Mobilisations **anti-franchises**, par Yolaine, *page 7*

Arrangements des sexes, par H. Hernandez, *page 8*

Y-a-t-il un **pilote**...?, par M. Cailloux, *page 9*

Poisons et Caraïbes, par Moriel , *page 10*

Retraites à la casse, par S. Neumayer, *page 11*

Végétarisme today, A. Sulfide, *page 14*

Urbanisme à la **sauce poulaga**, par J.-P. Garnier, *page 15*

Les **pauvres** à la casserole, par J. Langlois, *page 17*

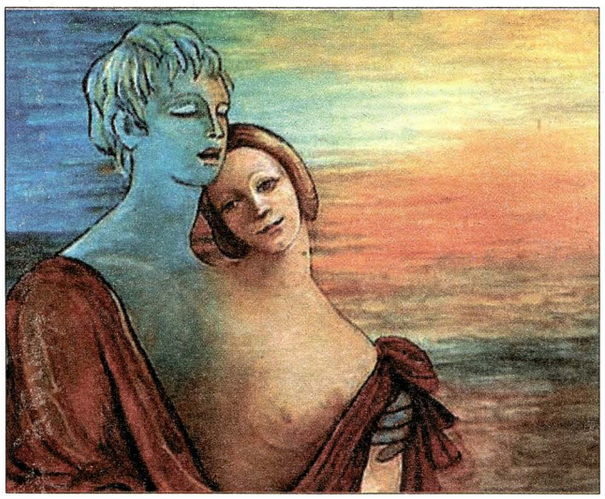
Putain d'usine... la BD, par Paco, *page 19*

Prisonnier de **la dette**, par N. Potkine, *page 20*

Les destinées de **l'histoire**, par Jipé, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Les maîtres de l'économie et leurs laquais qui nous gouvernent ne cessent de nous enfoncer dans la fange de la misère. Leur main-mise sur les médias leur permet de formater les esprits inféodés afin d'y instiller des valeurs auxquelles eux-mêmes ne croient pas. Ils stigmatisent ainsi comme privilégiés les travailleurs dont les régimes sociaux n'ont jamais été rattrapés, depuis 1945, par le régime général; voir ceux qui, tout bonnement, ont un emploi stable. Pendant que ces salops négocient les nouvelles formes de contrats de travail, qu'ils veulent nous faire croire synallagmatiques – alors que chacun sait qu'il n'y a aucun pied d'égalité entre un travailleur privé d'emploi et un chef d'entreprise qui le choisit parmi pléthore de candidats – ils préparent déjà la casse de la Sécurité sociale. Ils veulent, en fait, se partager ce gâteau qui représente deux fois le budget de l'État (avec un pseudo déficit qui n'atteint pas le tiers de celui de l'État). Leurs laquais politiques nous assènent coup sur coup une série de lois nous enfermant dans un système de plus en plus totalitaire et de moins en moins solidaire. Après la limitation du droit de grève pour éviter les mouvements sociaux, le bouclier fiscal pour alléger les impôts des riches, les peines plancher, les franchises médicales pour casser la solidarité face à la maladie, ils veulent maintenant empêcher les travailleurs venus de l'étranger, pour renforcer la masse des producteurs de richesses, de vivre en famille. Derrière le boucan provoqué par les tests ADN, qui très justement écœurent ceux pour qui la dignité humaine n'est pas un vain mot, se profilent les statistiques dite "ethniques", porte ouverte au racisme, voir, pourquoi pas, à la discrimination génétique. Si ces crapules veulent dépénaliser le droit des affaires et limiter la responsabilité pécuniaire des entreprises aux prud'hommes, c'est que ces chantres de la tolérance zéro pour les voleurs de carambars, considèrent le fait de détourner des millions d'euros comme faute vénielle. Le rachat par les caisses de l'État de plus de 500 millions d'euros d'actions d'EADS à l'ami de Nicolas Sarközy, Arnaud lagardère, juste avant que les cours ne s'effondrent, n'est après tout qu'un « échange de bons procédés », l'ami Arnaud ayant par la suite largement contribué à la campagne présidentielle. Face à cette gabegie, on pourrait s'attendre à ce que les représentants de la classe ouvrière réagissent violemment, or il n'en est rien. À croire que nos édiles syndicaux sont tout aussi corrompus que les politiques par ces dieux de la finance. Les millions d'ouvriers, employés, techniciens et autres, directement visés par la régression sociale annoncée ne peuvent compter que sur eux mêmes et leurs organisations de base pour répliquer à ces attaques.

Nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi

Arrête de rêver Brice !

Maurice Rajsfus

Intervenant au Sénat, le 2 octobre, pour défendre son projet de loi relatif à l'immigration, Brice Hortefeux (entre autres charges ministre de l'Identité nationale), s'est tranquillement délesté de son fiel xénophobe. Pour mieux convaincre les sénateurs de l'intérêt bien compris du prélèvement ADN, ce second couteau de Nicolas Sarkozy a tenu à rassurer les postulants à l'installation au pays de la liberté. Cela en des termes choisis : « Je ne laisserait pas caricaturer un texte que le gouvernement a voulu à la fois juste et protecteur. » Pour parfaire mieux encore l'approche jésuitique d'un texte scélérat, le gardien des valeurs démocratiques de la douce France a cru bon ajouter : « Il s'agit de donner un droit nouveau aux étrangers de bonne foi mais ne disposant pas d'un document d'état-civil fiable… »

Au secours ! Les étrangers qui seraient de mauvaise foi n'ont plus qu'à bien se tenir. Que ce ministre, qui jette l'opprobre sur une immigration qu'il aimerait criminaliser, se le tienne pour dit : **nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi !**

Nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi avec les républicains espagnols que le gouvernement de la République (3e du nom) s'était appliqué à embastiller dans les camps des Pyrénées en janvier et février1939.

Nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi avec les ressortissants allemands (presque tous juifs, fuyant les lois raciales ou militants antinazis) que le même pouvoir démocratique fera rafler en octobre 1939, puis en mai 1940 et internés dans 110 camps de concentration, avant d'être livrés à la Gestapo dès l'été 1940.

Nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi avec les milliers de combattants de la MOI (Main-d'œuvre immigrée) qui, de l'été 1941 à l'été 1944, dans les maquis, et surtout au sein de la guérilla urbaine, furent en première ligne pour participer à la libération de la France Avec cette espérance insensée que le fascisme ne passerait plus.

Personnellement fils d'immigré, je me sens de plus en plus étranger dans ce pays qui a perdu ses valeurs. De la droite dure à la gauche convenable, l'accueil n'est relativement chaleureux envers les étrangers que lorsqu'on a besoin de leurs bras – par exemple, les mineurs polonais ou les travailleurs italiens de la sidérurgie, durant les années 1920 et 1930. Ceux-là venaient « manger notre pain » mais ils participaient à la renaissance économique d'un pays qui les méprisait.

Comment ne pas rappeler ce cri du cœur du ministre radical de l'Intérieur, Albert Sarraut, en 1939 : « Il faut purger la France de la tourbe étrangère ! » Cela au lendemain de l'écrasement de la République espagnole par les hordes de Franco.

Nous sommes tous des étrangers de mauvaise foi avec ces militants algériens (tous Français à l'époque) assassinés le 17 octobre 1961 par des policiers dont un certain nombre avaient participé à la chasse aux juifs et aux résistants au temps de l'occupation nazie.

Comment oublier cette réflexion malsaine de Lionel Jospin, en pleine campagne présidentielle, en février 2002 ; à propos de ces étrangers « qui n'ont pas vocation à rester en France » ! Comment, en ces temps de répression extrême, quand le temps des rafles est revenu sans que les bonnes âmes en soit choquées, ne pas être tenté d'en finir avec tout ceux qui estiment juste et naturel de traiter les dossiers d'étrangers au cas par cas ? Ces gens-là seraient bien étonnés d'apprendre qu'ils se rendent complices d'un système de marginalisation et de rejet rappelant de fâcheuses périodes.

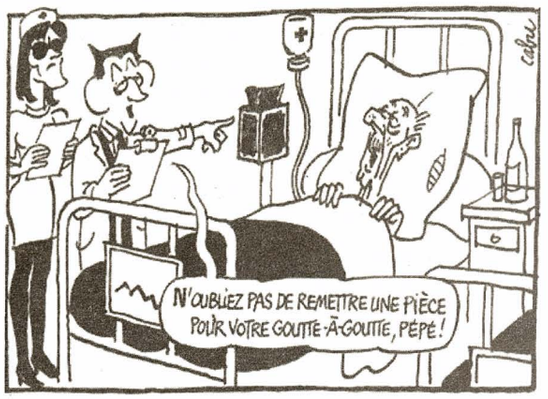
Je ne pourrais jamais oublier que, lorsque mon père est arrivé à Paris, en janvier 1923, il était en situation d'immigré clandestin, avant d'être régularisé comme ressortissant polonais. En septembre 1939, après la défaite de la Pologne et son dépeçage, le gouvernement de la République le transforma en « apatride ». C'était la voie ouverte à une nouvelle discrimination et, en septembre 1940, avec les nouvelles lois discriminatives de Vichy, mon père n'était plus qu'un « indéterminé », bientôt interdit d'exercer son activité professionnelle. Ensuite, il deviendra nécessaire de le distinguer en lui faisant obligation de se décorer d'une étoile jaune. Sa déportation vers les camps de la mort, en compagnie de ma mère, n'étant plus qu'une formalité bien naturelle. La police de ce pays fournissant la main-d'œuvre répressive, souvent satisfaite de la tâche accomplie pour le compte de la Gestapo.

Restez calmes mes chers compatriotes (?). Nous n'en sommes pas revenus à ces temps barbares où la vie humaine avait perdu toute valeur. Nous vivons en République, avec une Constitution démocratique garantissant les libertés individuelles – surtout de façon formelle. Nous vivons dans un pays libre, avec cette restriction qu'il est indispensable de montrer patte blanche pour y être accepté.

J'ai le cœur qui se soulève à l'idée de fouler le même sol que les prescripteurs de prélèvement ADN qui, toute proportion gardée, peuvent s'apparenter à ceux qui tatouaient des numéros sur l'avant-bras des concentrationnaires. Encore une fois, pas d'amalgame, bien sûr. Comment peut-il se faire que la majorité de ceux qui ont élu ces patriotes vertueux n'aient pas retenu les leçons d'un passé proche ?

M. R.

Tu crèves



SARKOZY JUSTIFIE LA CRÉATION de franchises médicales, par le financement des plans cancers et Alzheimer. En fait, son plan consiste, surtout, à faire payer les malades au-delà de ce qu'en tant qu'assurés sociaux, ils payent déjà. Mais, cette démarche n'est pas nouvelle. Déjà en 1967, le ticket modérateur (partie des soins non remboursés par la Sécurité sociale) est apparu, sous le prétexte de diminuer la surconsommation médicale. Depuis, on a assisté à l'institution du forfait hospitalier, puis du forfait par consultation jusqu'aux dépassements, ce qui revient, environ, à 240 euros en moyenne annuelle par personne. Pour 900 000 individus les plus malades, la somme atteint 1 000 euros mensuels ! Inutile de dire que les classes les plus défavorisées ne pourront plus jamais s'offrir le luxe de se soigner. Plus grave, les franchises pourraient remettre en cause la prise en charge à 100 % dont bénéficient les personnes atteintes de pathologies graves. De fait, les malades qui n'en auront pas les moyens seront amenés à renoncer à certains soins, ce qui est déjà le cas, aujourd'hui, pour ce qui concerne les lunettes et les frais dentaires. En revanche, pour les personnes qui possèdent une mutuelle, le ticket modérateur et le forfait hospitalier sont, dans certaines limites, pris en charge, tandis que les franchises, elles, ne le seront pas. Pour l'instant, on nous annonce une franchise limitée à 50 euros annuels, mais si l'on prend l'exemple du forfait à 1 euros par consultation (quel que soit le nombre d'actes médicaux), on peut craindre le pire, car, celui-ci peut atteindre, depuis le 1er août 2007, jusqu'à 4 euros par jour ! En ce qui concerne les dépassements d'honoraires, ces derniers, (véritables franchises qui cachent leur nom) devaient (promis juré !) rester « raisonnables », tandis qu'à ce jour, ils peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros, par exemple, pour une opération. Au final les dépenses de santé non remboursées sont de plus en plus nombreuses.

Petit rappel historique à la solidarité

Pourtant, le principe de la Sécurité sociale, crée en 1945 était tout le contraire, chaque individu cotisait, selon ses moyens et recevait, selon ses besoins. Avec le système assurantiel des mutuelles, c'est tout le contraire : car selon le niveau et le prix du contrat, la couverture des soins varie, il s'agit donc bien là, de la création d'une médecine et d'une politique de santé à deux vitesses. Pourtant, est-il besoin de rappeler que les capitalistes, tenants du pouvoir économique, n'ont jamais été aussi riches et le sont encore plus grâce aux cadeaux fiscaux que leur a octroyé Sarkozy, qui s'élèvent à 13 milliards d'euros, tandis que les employeurs des PME sont à présents exonérés de certaines cotisations sociales.

Mieux vaut être riche que pauvre et malade grave

En effet, non content de vouloir, avec les franchises, faire payer les malades pour les malades, Sarkozy envisage encore de restreindre les soins pris en charge à 100 % pour les malades atteints de maladies graves, comme le sida. Dans un discours, il a osé dénoncer le « dérapage » des dépenses consacrées aux affections longues durées (ALD) et « les comportements irresponsables des malades » et demandé à la ministre de la Santé de limiter l'exonération du ticket modérateur des malades en ALD. Pure démagogie langagière, quand on sait que les prises en charge à 100 % pour les ALD font déjà l'objet de contrôles de la part de l'assurance maladie. Il s'agit donc d'une remise en cause de l'accès aux soins pour les malades les plus précaires et qui met en danger leur vie, avec l'exonération du ticket modérateur pour les malades en affection longue durée . Et, ce gouvernement a le culot de dénoncer l'irresponsabilité des malades pour faire passer des réformes qui n'ont d'autre but que d'attaquer le système français de sécurité sociale. Et tout ça, pour l'unique profit des mutuelles, des assureurs et des banques, qui ont aujourd'hui investi le secteur de la santé, non par philanthropie, mais uniquement attirés par l'odeur « du bon argent » et qui vont continuer à offrir des couvertures hors de prix, aux populations les plus privilégiées. Les personnes atteintes de maladies graves, dont je fais partie, se sentent insultées et méprisées par ces actes et ces paroles puantes !

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@fédération anarchiste. org

Heures sup'

Mehr Arbeit macht frei

N'Y VOYEZ PAS UN AMALGAME de mauvais goût. Le détournement du sens de cet axiome était déjà cyniquement opéré par les nazis. J'évoque seulement Engels prétendant « que l'esclave se libère par son travail ».

« Ça y est ! On va plus être pauvres maintenant ! », s'exclamaient mes collègues de travail il y a quelques jours. - « Quoi ; vous avez été élus au directoire de l'entreprise ?, leur demandais-je. — Ben non mais on va pouvoir faire plus d'heures supplémentaires pour gagner plus », répondaient-ils.

Passons bien vite et, plutôt que de se lamenter sur la Sociale encore reportée, quelques rappels de bon sens ne seront pas inutiles.

Jamais, non jamais un salarié, subordonné à son employeur n'est en droit de décider de son temps de travail et encore moins des heures supplémentaires qu'il souhaite effectuer. C'est toujours l'employeur qui choisit la nature du contrat de travail et des horaires [1]. C'est toujours lui qui décide de faire faire des heures supplémentaires [2]. Si c'était l'inverse, nous serions réellement des « collaborateurs » (comme dirait le Medef) et nous vivrions l'autogestion sur les cendres du capitalisme et du salariat.

Dans les secteurs où l'activité bat de l'aile, les heures supplémentaires n'existent pas. Dans les secteurs économiques florissants [3], les heures supplémentaires abondent et épuisent sept millions de salariés effectuant des semaines de quarante-cinq à soixante heures ! Par contre, ces deux milliards et demi d'heures supplémentaires (estimées) — pas toujours correctement payées et pas toujours récupérées [4] — représentent les emplois d'un million quatre cent mille chômeurs...

Enfin, la géniale duperie de la défiscalisation va consister à creuser le déficit des caisses sociales car le salaire brut se verra diminué puisque transféré en heures supplémentaires exonérées de cotisations. Ces cotisations désignées improprement par le terme de « charges » ne sont rien d'autre que la part de salaire brut indéfectible du salaire net.

Nous vivons dans l'Hexagone une époque merveilleuse qui dégueule de richesses et de records de gains de productivité et où les

mots du pouvoir signifient plus que jamais le contraire de leur utilisation. Quelle désolation de voir le cauchemar du *1984* d'Orwell se réaliser non pas dans l'univers totalitaire à la mode d'Oncle Jo [5] mais dans celui de notre toute bourgeoise démocratie où l'idéologie marchande domine partout. car la majorité se refuse les deux sous d'intelligence critique qui lui permettraient de comprendre le sort qui lui est fait. Il en a bien fallu, parmi les votants, des salariés qui aient choisi le Medef comme président de la République.

Imaginons plutôt si on réduisait la durée de travail hebdomadaire, les années de labeur obligatoires (annuités de cotisation) et l'âge légal de départ à la retraite !... Utopie ? Ouais ! Ils disaient déjà ça en 1936 !

Alors qu'est-ce qu'on attend ?

Tsinapah

Militant à la Liaison Albert Camus

1. En cas de temps partiel, pour une durée en deçà de trente-cinq heures hebdomadaires, les heures supplémentaires sont des heures complémentaires et ne sont donc pas majorées.

2. En cas de force majeure, refuser de faire ces heures peut être une faute !

3. Et il y en a ! Bâtiment, agroalimentaire, restauration, commerce, industries... Dans la restauration, le contingent annuel est de trois cent soixante heures ; la trois cent soixante et unième est majorée de 100 %...

4. 90 % des plaintes auprès de l'Inspection du travail sont dues aux heures supplémentaires non payées ou mal honorées sous forme de primes exceptionnelles. Sans oublier le fameux « compte épargne temps » qui permet à l'employeur de racheter sans majoration (où est l'épargne ?) les jours de congés non pris par le salarié pour raison de service. Les raisons sont celles de l'employeur.

5. Joseph Vissarionovitch Djougachvili dit Staline.

Quand l'autruche éternue...

Crucifix, toboggan et psychanalyse

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Mazette, cette semaine fut un festival de billevesées et incongruités, on ne sait plus par qui commencer. Bon, honneur aux défunts, Hossein Robert, et son spectacle sur Popol II : **« je vous jure que j'ai des visions »**, promet l'Hossein. **« J'entends des voix aussi. Chez moi, à côté du lit, j'ai un grand Christ avec qui je vais discuter tous les soirs. »** Eh, y a le crucifix qui sonne, décroche, si c'est pour moi je suis pas là... Restons dans le registre des illuminés du bulbe, et écoutons sainte Cécilia, la madone en Prada : « **On ne m'empêchera jamais d'essayer de soulager la misère du monde.** » C'est à cette sainte femme qu'on cherche des poux dans la tonsure ? Les Français sont des mécréants ! Heureusement pour la Cécilia, son président de mari sait employer les mots nécessaires au maintien du culte : « **Elle a été blessée par les polémiques en France, elle a choisi d'être la plus discrète possible** », chiala-t-il lors de son voyage à Sofia. Elle, discrète ? La bonne blague... Enchaînant sur les infirmières bulgares, Sarko eut ensuite cette formule : « **Chaque fois que quelqu'un est humilié, est persécuté, est opprimé, il devient automatiquement français**. » En pleine chasse aux sans-papiers, il fallait l'oser. En matière d'ignominie, ce type ne connaît décidément aucune limite.
Autre cynique décomplexé, Hortefeux, justifiant ainsi ses reculades sur les tests ADN : « **Être le ministre de la loi n'empêche pas d'être celui du cœur**. » Eh si, justement, si.

Finalement, les berlusconiens au pouvoir nous feraient presque regretter la vieille arnaque à la Chirac, dont le dernier pratiquant n'est autre que l'inénarrable Juppé : « **Je ne vois pas aujourd'hui quel type de problème pourrait se poser demain** », a avoué le maire de Bordeaux. Pour lui, gouverner c'est prévoir rien.

Pendant ce temps, au PS, on fête l'élection de Strauss-Kahn au FMI, voilà ce qui a manqué à Ségolène on se dit, peut-être qu'alors elle aurait fait une candidate crédible ? DSK, lui, annonce la couleur d'emblée, dès la conférence de presse : « **I am a free market socialist**. » Traduction : je suis un socialiste libre, et je suis sur le marché. Vendu...

Un autre, de socialiste, mais lui se languissant à l'étal entre carottes et céleri, c'est l'étonnant Fabius. Étonnant, ou bourré ? « **Je ne veux pas monter sur le toboggan sans savoir avant si j'ai envie d'y aller** », a-t-il lancé, la mine boudeuse. Le square est fermé depuis le 6 mai et personne ne l'a prévenu ? Mais c'est encore Gaëtan Gorce, député de la Nièvre, qui résume le mieux l'état où se trouve son parti : « **Le PS est dans une psychanalyse de groupe**. » Ah d'accord, ah c'est pour ça...

A l'UMP, on fait plus simple, on va à l'essentiel. Mécontents de voir Martinon, porte-parole de l'Elysée, parachuté dans leur contrée en vue des municipales, les militants de Neuilly-sur-Seine l'ont accueilli en scandant « **Martinon, non, non !** » Et Sarkozy, ?

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Nouvelle grève chez Mac Do

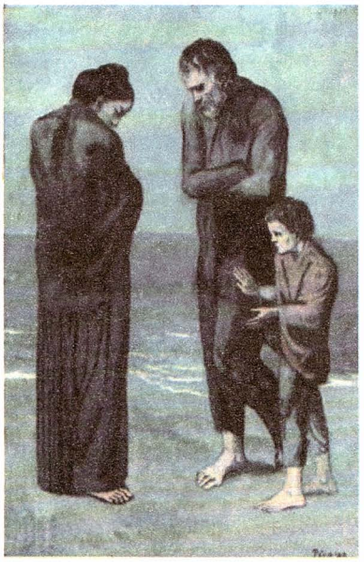
Les employés du Mac Do de Boulogne (92), métro Marcel-Sembat, se sont mis en grève le 3 octobre et occupent les lieux, en appelant les chalands au boycott. Les raisons de ce mouvement sont hélas par trop banales : licenciements abusifs et harcèlements psychologiques. Ils attendent notre soutien.

La CFDT « livre » 2 intermittents

Deux intermittents sont mis en examen suite à une plainte de la CFDT... Les faits remontent au 19 avril 2005, tandis qu'à l'appel de collectifs et d'individus, une centaine de personnes a occupé le siège du syndicat, à l'occasion d'une exposition ouverte au public, pour protester sur la conséquence des nouveaux accords UNEDIC. Au bout de deux heures, les flics ont débarqué et les ont interpellés. Depuis, la CFDT a donné aux flics toutes les infos enregistrées par les caméras. Chacun d'eux risque jusqu'à un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende ! Mauvais rêve ou réalité ?

Mal-logés

Le 2 octobre, les familles menacées d'expulsion occupent la chaussée et les trottoirs devant le ministère du Logement, rue de la Banque à Paris. En pleine nuit, les sans abris sont embarqués, harcelés et chassés au métro Riquet, leurs affaires confisquées, tandis qu'une bonne centaine de gardes mobiles prennent position aux abords de l'immeuble. Le lendemain, des tentes sont de nouveau installées, les sans-abri ont décidé de ne pas céder. Nourriture et vêtements sont les bienvenus.



Justice nulle part !

Des peines de 6 mois à 8 ans de prison ferme ont été prononcées contre 5 jeunes hommes condamnés pour l'agression de deux CRS dans la cité des Tarterêts à Corbeil Essonne en septembre 2006. « Un dossier scandaleusement monté sans preuves », selon leurs avocats. L'audience qui s'est déroulée sur 4 jours du 12 au 17 septembre a été marquée par l'audition exceptionnelle d'un témoin sous X, via un système de visioconférence permettant de préserver son anonymat. Le recours à ce type de témoignage, contesté par la défense : « illustre le climat de crainte des représailles autour de ce dossier ». Pot de terre contre pot de fer ?

Mobilisation le 20 octobre

Journée de la Solidarité avec les étrangers dans une résistance réfléchie au nom des droits fondamentaux et de la dignité de la personne humaine, une occasion de donner un plus grand écho à la situation de l'instituteur marseillais Florimond Guimard « coupable » de solidarité et dont le jugement aura lieu le 22 octobre 2007.

Ras l'front dans le collimateur

Deux militants Ras l'front sont lourdement condamnés (8 000 euros au total) par le tribunal correctionnel d'Avignon pour « diffamation » à l'encontre de la fondation de l'anti-IVG Jérôme Lejeune. Ras l'front fait appel le 12 octobre et organise un rassemblement devant le tribunal le matin à 8 h 30. Les frais de procès sont énormes. Soutien : chèques à l'ordre de Ras l'front BP 87, 75 561 Paris CEDEX 12, mention « solidarité à Avignon ».

Rafles sauvages

Deux parents d'élèves d'un collège parisien se sont rendus d'urgence dans l'établissement pour un « problème concernant leur enfant ». Des policiers en civil alors interviennent, menottent les parents et les embarquent dans une voiture banalisée. Source : Zéro de conduite.

Discrimination syndicale

Selon le SNU-TEF, les ministères du Travail, de la Santé et de la Solidarité veulent gêner l'action chez eux d'un syndicat qu'ils jugent trop remuant. Ce syndicat FSU, implanté notamment dans les services de l'inspection du travail, souhaitait présenter une liste aux élections pour le renouvellement de la commission administrative paritaire des agents. Mais les deux ministères ont refusé sa candidature : pas assez représentatif... Circulez !

Hôpitaux en danger

Pour la Fédération hospitalière de France : « Les mesures concernant les hôpitaux mettent gravement en péril le système de santé. L'enveloppe budgétaire pour les établissements prévue à 4 % a été revue à la baisse : 3,2 %. De plus, une mesure prévoit de financer intégralement les hôpitaux « à l'activité » dès 2008. Nombre de gestionnaires et de médecins dénoncent le fait que la mesure ignore, pour l'essentiel, les spécificités de l'hôpital public : ses missions sociales et médicales (traiter les maladies les plus graves, nécessitant les plus longues hospitalisations, prendre en charge tous les patients, y compris les plus en difficultés sociales, etc.), ainsi que son rôle dans la prévention, la formation. À l'inverse, la mesure amène à privilégier les patients « rentables ».

Prison, l'Etat persiste

Sept ans de combat pour la mémoire d'Orlando pendu dans sa cellule à 24 ans. Il était en prison depuis 3 mois, pour un vol de voiture, et devait sortir 5 mois plus tard. Dépressif, il avait fait plusieurs tentatives de suicide et un légiste a totalisé 83 centimètres d'entailles dispersées sur ses avant-bras. Sept ans plus tard l'Etat a est condamné, mais... il fait appel ! Ben voyons !

ADN : Sénat faux cul

Les sénateurs ont finalement adopté, à 176 voix contre 138, une version remaniée de l'amendement Mariani, pourtant supprimé en commission, qui prévoit notamment la gratuité du test ADN. Le PS veut saisir le Conseil constitutionnel. Un amendement de substitution encadre plus strictement le recours aux tests ADN en prévoyant une autorisation judiciaire préalable. Quand on connaît l'indépendance de la justice, on a de quoi être sceptiques !

Franchises médicales

La mobilisation est toujours indispensable

Pas moins de 2 000 personnes ont participé au meeting qui s'est tenu le samedi 29 septembre à l'espace Japy, suite à l'appel de plusieurs organisations contre l'instauration des franchises médicales.

Étaient présents et présentes des syndicats de médecins, des représentants de la CGT et de Solidaires, les partis politiques de « gôche » (PS, PCF, LO, LCR, PT) ainsi que des associations d'usagers (AIDS, Act Up, Handicapés), de retraités, de femmes (Cadac, Femmes précaires), mais aussi Attac, les CPAM, l'Ufal, etc. Tous et toutes fédérées sur le socle du refus de ces franchises.

Une privatisation en gestation

Depuis longtemps caressé par Sarkozy et Fillon, et inscrit au programme du futur président pendant sa campagne électorale, ce projet de franchises sur les soins assimile les êtres humains à des automobiles et la sécurité sociale à une compagnie d'assurances, beaucoup plus rentable, et susceptible d'être cotée en Bourse. Car c'est bien de cela dont il s'agit : privatiser la Sécurité sociale en même temps que le système de santé publique. Notons au passage que l'un des frères de Sarkozy siège à la Haute Autorité de santé.

La Sécurité sociale, telle qu'elle existe encore aujourd'hui, a été instaurée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sur un principe de solidarité simple et équitable : chacun cotise selon ses revenus pour un financement commun des soins, soins dont chacun et chacune pourra bénéficier en contrepartie, gratuitement ou à moindre coût, le moment venu.

Le principe des franchises à la mode sarkosyste fustige cette solidarité en posant le ou la malade seul face à la maladie (en fait, en le culpabilisant : il a mal entretenu sa machine) et en exigeant d'emblée de lui un nouveau forfait qu'il devra payer, quoi qu'il gagne et quoi qu'il arrive.

Après l'instauration du ticket modérateur en 1967, celle du forfait hospitalier sous la gauche de 1983, et récemment le forfait de 1 euro sur les consultations, voici ces nouveaux forfaits prévus pour le moment à 0,50 euro sur chaque boîte de médicaments et à 2 à 4 euros sur les transports en ambulance. Qu'on les appelle franchises ou forfaits, ce sont de toute façon nos sous qu'on nous enlève. Or les dépenses de santé par personne en France, hors remboursement, s'élève déjà à 240 euros en moyenne par an…

La santé réservée au riches ?

Ces franchises arrivent par ailleurs dans un contexte social qui oblige les plus démunis à renoncer aux soins de prévention pour les dents, les yeux, la peau, et même la gynécologie.

Lors de la réunion du 29 septembre dernier, il a été rappelé que 64 % des femmes retraitées gagnaient moins de 900 euros/mois et que l'espérance de vie d'un ouvrier non qualifié était toujours de 7 ans inférieure à celle d'un cadre, de même que les enfants obèses étaient 7 à 10 % plus nombreux dans la classe ouvrière.

Le capitalisme produit donc des inégalités sanitaires graves. Le système des forfaits et autres franchises augmente ces inégalités en fiscalisant les soins alors que par ailleurs les exonérations des cotisations patronales ont généré 26 milliards d'euros « d'économies » en 2006, qui eussent été sans doute très utiles pour lutter contre le cancer et la maladie d'Alzheimer…

Mais l'enjeu va bien au-delà de ces forfaits médicaux. L'enjeu, c'est la privatisation progressive du système de soins public. A cet égard, les exemples donnés par le diabétologue Grimaldi sont très explicites :

– La France a le plus fort taux d'hospitalisation privée d'Europe, soit 22 %.

– Pendant que soi-disant le trou de la Sécu se creuse, le chiffre d'affaires des cliniques a augmenté de 9 %.

– À l'hôpital de Nevers, il n'y a plus d'urologue, mais il y en a 3 dans les cliniques d'en face.

– Il y a un visiteur de laboratoire pharmaceutique pour 8 médecins mais il n'y a qu'un médecin conseil de la Sécu pour 60 praticiens…

On pourrait multiplier les exemples.

Un gros gâteau à se partager

Le budget de la Sécurité sociale représente deux fois le budget de l'État. Pour les vautours des assurances privées, c'est une manne pleine de pépites qu'ils ne veulent plus laisser aux mains des collectivités.

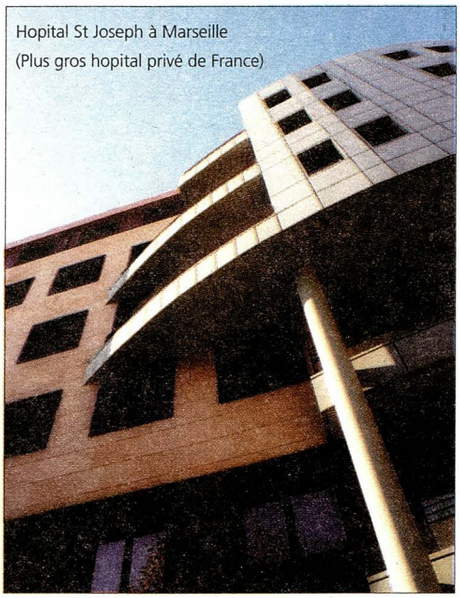
Ils sacrifieront l'hôpital, ses malades et son personnel pour rentabiliser nos maladies. C'est exactement ce qui est en train d'arriver, par exemple, à l'hôpital Gustave-Roussy de Villejuif.

Une mobilisation d'ampleur est donc absolument indispensable pour arrêter le rouleau compresseur qui s'est mis en marche. Or, pour le moment, les salariés de la santé, excepté les internes en médecine actuellement en grève, ne se mobilisent pas. Le meeting du 29 septembre, s'il fut un succès, fut un succès de militants et de militantes. Cela ne suffira pas pour gagner. Il s'est conclu par un appel à la manifestation du 13 octobre. Mais la mobilisation pour sauver le service public de santé reste à construire.

Espérons que la manifestation du 13 octobre sera le prélude à une immense vague de colère et de prise de conscience, afin que, toutes et tous unis, usagers et salariés de la santé de tous genres, jeunes et vieux, grands et petits, syndiqués et non syndiqués, actifs, actives, chômeurs, chômeuses et retraités, nous soyons assez forts pour imposer une santé libre et gratuite pour toutes et tous.

Yolaine

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste



Hopital St Joseph à Marseille
(Plus gros hopital privé de France)

L'Arrangement des sexes

selon Erving Goffman

Erving Goffman

En 1977, paraissait *The Arrangement between the Sexes* d'Erving Goffman. La traduction française d'Hervé Maury date, elle, de 2002. Vingt-cinq ans pour parvenir à ce texte, eh oui, pour Harry Potter il ne faut que quelques semaines... Peu importe, le texte reste d'actualité d'autant qu'il est remarquablement présenté par Claude Zaidman qui sait non seulement évoquer l'auteur mais mettre ses propos en perspective.

Rappelons qu'« Erving Goffman (1922-1982) est né au Canada de parents juifs émigrés d'Ukraine » [1] et qu'il fait sa carrière de sociologue aux États-Unis d'Amérique. Il fut de ce courant de la microsociologie, de l'infiniment petit en sociologie : il a ainsi mené des recherches autant sur les comportements, les façons de parler, les rites d'interaction, la mise en scène de la vie quotidienne que sur les usages sociaux des handicaps ou la condition des malades mentaux. En fait, il s'est attaché à étudier et à décrire « l'ordre des interactions, les formules et les formes qui font que les gens ont des relations qui s'imbriquent et s'engagent dans un comportement de face-à-face coordonné ».

Lors de sa première publication, le texte fut considéré comme une œuvre mineure par les sociologues américains, plus soucieux alors de traiter des cohortes aux grands chiffres, et souvent ignoré par les féministes à l'heure où s'élaborait une sociologie du genre dans un contexte d'« invisibilisation » des femmes dans les études sociologiques. Ann Oakley définit le genre alors comme suit: « Sexe » est un mot qui fait référence aux différences biologiques entre mâles et femelles [...]. « Genres », par contre, est un terme qui renvoie à la culture: il concerne la classification sociale en « masculin » et « féminin » [...]. On doit admettre l'invariance du sexe tout comme on doit admettre aussi la variabilité du genre. »

Dans cet ouvrage, Goffman part d'une question: « Comment se fait-il que, dans la société moderne, les différences biologiques aussi peu pertinentes en viennent à prendre une telle importance sociale [2] ? » Il propose des outils pour l'observation et l'analyse, permettant d'explorer le jeu entre le privé et le public, entre le personnel et le politique. Ainsi, il donne à réfléchir à partir de quelques scènes d'interactions « agencées » par les unes et par les autres: le chahut des garçons, les frères et sœurs comme agents de socialisation (chaque sexe devient un dispositif de formation pour l'autre sexe), les différences de salaires, le dispositif de la cour, le système de la galanterie, la répartition des tâches domestiques, l'équipement de deux sortes de toilettes qualitativement différentes, la sélection à l'embauche, le système d'identification (positionnement et étiquetage). À travers ces exemples, il évoque la réflexivité institutionnelle, c'est-à-dire comment l'organisation sociale a pour effet de confirmer les stéréotypes de genre et les formes dominantes d'arrangement entre les sexes. Savoir quel agencement est produit et quelle est la lecture symbolique qui est donnée de cet arrangement [3].

Le discours ainsi produit complète à présent celui formulé par Pierre Bourdieu dans *La Domination masculine* [4], vingt ans plus tard, en ce sens que Bourdieu met en évidence les mécanismes et les institutions, Famille, Église, École ou État qui accomplissent le travail de reproduction des structures symboliques de l'inconscient androcentrique qui survit chez les hommes et les femmes d'aujourd'hui.

Hélène

Commission femmes de la Fédération anarchiste

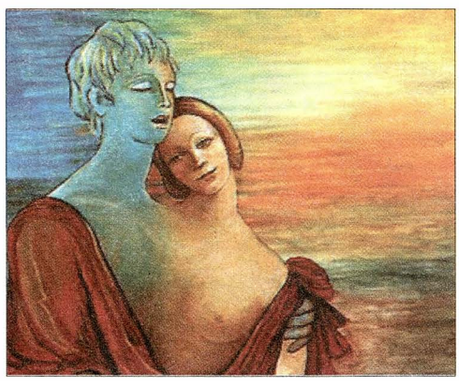
---

1. Claude Zaidman, dans l'introduction de E. Goffman, *l'Arrangement des sexes*, La Dispute, 2005.

2. Yves Winkin, « L'arrangement entre les sexes selon Goffman », in *Ephesia, la place des femmes*, La Découverte, 1995, pp. 152-156.

3. Erving Goffman, *L'Arrangement des sexes*, La Dispute, 2006.

4. Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, Seuil, 1998



Twist again à Moscou

Il paraît que Poutine, président de toutes les Russies, ne va pas fouler aux pieds la Constitution de son pays, comme le Russe moyen aurait pu s'y attendre. Je m'explique.

Ladite Constitution n'autorise pas un président à effectuer plus de deux mandats consécutifs. Vlad le Terrible approche du moment, en 2008, où il se verra sommé de lâcher son poste d'autocrate démocratique. D'où l'idée en vogue que la Constitution allait probablement changer dans les prochains mois. Eh bien non, la Constitution est sacrée, on n'y touchera pas, et Poutine ne se présentera pas devant les électeurs en 2008.

Quelqu'un d'autre le fera à sa place, qui désignera un Premier ministre. Puis le président démissionnera. Et sera remplacé, automatiquement, selon la Constitution, par le Premier ministre en exercice. Qui s'appellera Vladimir Poutine. Qui pourra, de nouveau, participer à l'élection présidentielle suivante. Pour un démocrate, la Constitution est sacrée, monsieur!

M. C.

Tempête à Washington

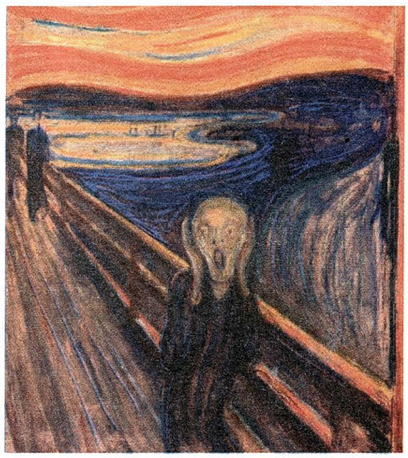
L'impudence des sénateurs américains n'a pas de limite. Ils ont voté, le 26 septembre dernier, par 75 voix contre 23 – deux des plus fragiles devaient s'être endormis – une résolution « non contraignante » qui propose la partition de l'Irak en plusieurs États distincts, et ce sur une base ethnique et confessionnelle.

Si vous aviez un doute sur la nature néocoloniale de l'intervention en Irak, voilà la preuve qu'il vous manquait: les élus ingénus du peuple américain votent entre eux les destinées d'un autre « État souverain », ou prétendu tel. La partition est supposée lutter contre le terrorisme et assurer la sécurité pour les siècles des siècles. Il n'y a qu'a regarder le résultat de la partition entre l'Inde et le Pakistan, en 1947, pour rigoler franchement!

Ce sont les démocrates, l'opposition, donc, au président Bush, qui ont eu cette brillante idée. On peut se demander si la différence entre les deux camps n'est pas simplement dans la taille de la mâchoire: là ou les républicains veulent ne faire qu'une bouchée, les démocrates préfèrent couper la proie en trois morceaux... Ça fait plaisir de regarder la gauche à l'œuvre.

M.C.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?



Des délits d'initiés chez EADS à l'affaire Gautier-Sauvagnac, les patrons se montrent sous leur vrai jour: des requins mangeurs de sous! Tolérance zéro? Chiche!

« **Mesdames, Messieurs**, sur la droite de l'appareil, vous apercevrez la côte septentrionale de l'Australie. Sur la gauche de l'appareil, vous remarquerez qu'une des ailes a décidé de poursuivre son voyage de son côté. En dessous de l'appareil, vous noterez une tache orange à la surface de l'océan. C'est depuis ce canot de sauvetage que le commandant de bord et l'équipage vous parlent... » La blague éculée a de quoi faire rire les amateurs de stock-options et d'humour noir, mais sans doute moins les salariés d'EADS.

Ils ont appris en même temps que nous que, pendant que leurs dirigeants leur mitonnaient un plan de réduction des coûts – comprenez: d'exploitation intensive du travailleur –, les mêmes patrons et affidés se remplissaient les poches en quittant le navire. Après le « parachute doré » récompensant Forgeard, le patron jugé responsable par les actionnaires des déboires de la compagnie, voilà l'affaire des délits d'initiés.

En gros, les dirigeants d'EADS, qui est la maison mère d'Airbus, connaissaient les problèmes de fabrication du modèle A-380 bien avant que le public en ait été avisé. Prévoyant, à juste titre, l'effondrement du cours de l'action, ils se sont défaits des parts qu'ils détenaient, empochant une plus-value de 90 millions d'euros au passage.

C'est naturellement choquant de voir les responsables mêmes d'un fiasco industriel se comporter en voyous sans dignité. Mais il y a autre chose. Quand ils ont annoncé leurs difficultés, et présenté leur plan de restructuration « Power 8 » (10 000 suppressions d'emploi), ils n'étaient passibles d'aucune sanction. Les victimes étaient des ouvriers.

Maintenant qu'on met le doigt sur leurs supposés délits d'initiés, on pousse les hauts cris, la Justice est saisie, les ministres tremblent! Ça ne va pas se passer comme ça. Les victimes sont des boursicoteurs et des banquiers.

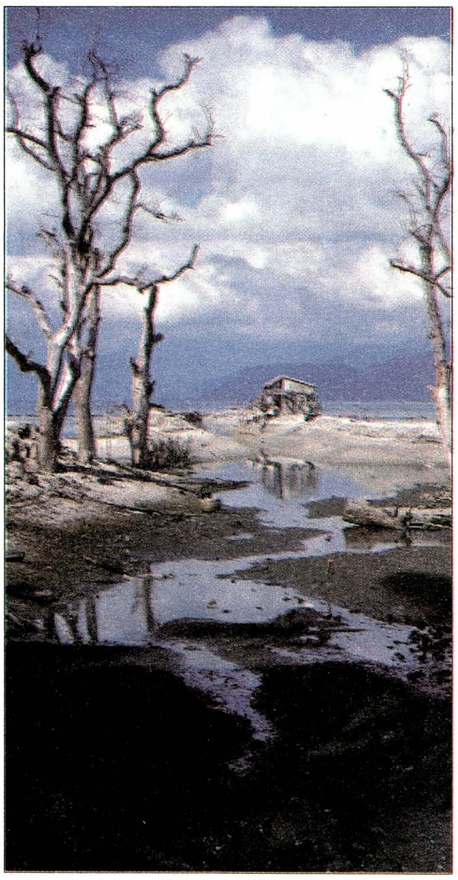
Dans un genre voisin, Gautier-Sauvagnac, patron de choc et responsable du Medef, est soupçonné d'avoir détourné 5,6 millions d'euros des caisses de l'organisation patronale de la métallurgie – et peut-être beaucoup plus. Eh bien au moment même où j'écris ces lignes, Gautier-Sauvagnac, pas du tout désavoué ou mis sur la touche par le Medef, discute avec les organisations syndicales de la fin de contrat, et espère obtenir un plafonnement des indemnités prudhommales... Laurence Parisot, patronne des patrons, a déclaré à ce propos: « Denis Gautier-Sauvagnac est le capitaine de cette équipe. Est-ce qu'il remplit les qualités pour rester à la tête de cette équipe? Ma réponse est clairement oui. » Ce qui pourrait laisser croire aux malveillants que les fruits des « détournements » sont tombés entre des mains amies...

Bref, il semble que les patrons ne se voient reprochés par leurs pairs d'enfreindre la morale et les lois que quand ils sont eux-mêmes les victimes. Privez 10 000 ouvriers de leur gagne-pain, on vous félicitera. Déplacez quelques gros fifrelins de la poche d'un banquier dans la vôtre, on en fera toute une affaire! La loi protège l'agioteur et couvre le banquier de son aile protectrice, à l'occasion même contre son frère trop gourmand. Elle établit les règles du « bien spéculer ». Mais gageons que tout cela n'ira pas bien loin: les Lagardère et les Forgeard, ce sont de gros poissons, qui sauront se défendre et s'en tireront bien moins mal que, disons, vous et moi, si nous décidons de vider une banque.

Moïse Cailloux

Bananes tueuses aux Antilles

Du poison sous le soleil des Caraïbes.



Le passage du cyclone Dean a récemment mis sous les feux de l'actualité la Martinique, et peu après un large écho a été donné au rapport du professeur Belpomme, qui mettait en évidence les conséquences désastreuses pour la santé humaine de l'usage intensif des pesticides utilisés à outrance dans l'agriculture antillaise, en particulier dans les bananeraies. Il en ressort que les taux de cancer de la prostate et d'infertilité sont particulièrement élevés et sont très probablement dus à un produit, le chlordecone, interdit depuis 1993, mais encore récemment utilisé dans les plantations antillaises de bananes. Les ouvriers agricoles mais aussi le reste de la population sont atteints. Les effets de ce poison perdure pendant des années en s'accumulant dans les sols, les eaux de surface et les nappes phréatiques, contaminant la chaîne alimentaire et se concentrant dans les tissus neurologiques, hépatiques et perturbant la reproduction humaine.

Noyer le poisson

Les effets de ce produit sont connus depuis l'accident d'une usine aux États-Unis au début des années 1970. Les traces d'autres pesticides sont retrouvées à des niveaux toxiques plusieurs années après l'arrêt de leur utilisation. On a pu voir un ministre de l'Outre-Mer et un autre de l'Écologie parler de catastrophe sanitaire sans précédent. On s'est aperçu que de nombreux rapports sur le sujet ont été publiés depuis... trente ans (!) sans qu'aucune mesure sérieuse soit prise. Comme toujours en pareil cas, le gouvernement fait mine de s'indigner, puis fait part de ses conseils avisés: la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, tout en minimisant les conclusions du rapport Belpomme, a demandé, on ne sait jamais, principe de précaution et patin-couffin, aux Antillais de limiter leur consommation de légumes du jardin et d'eau de source: quelle bonne blague! Et elle s'empresse de commander de nouvelles enquêtes, parce que en trente ans d'études et une bonne vingtaine de rapports scientifiques, parlementaires ou institutionnels « on n'est pas encore sûrs »: résultat, on va encore voir les scientifiques s'empoigner au sujet de « l'imputabilité, du taux maximal ou de l'exposition minimale ». Les lobbies de l'agrochimie sont passés maîtres dans l'art de noyer le poisson; on les a vus à l'œuvre lors des discussions sur le projet européen Reach, qui se donne pour objectif de réglementer plus strictement la production de substances chimiques: les finasseries n'ont pas manqué et une partie du projet n'a pu aboutir, notamment celle qui devait obliger à l'abandon des produits les plus dangereux, et leur remplacement par des alternatives plus sûres et mieux surveillées. Les responsabilités seront diluées, on mènera en bateau les populations, auxquelles on livrera éventuellement quelques sous-fifres en guise de coupables de cet énième épisode de destruction de la vie. Pendant qu'à Grenelle on se passera la rhubarbe et le séné...

Logique de profit, logique de mort

On reparlera des Antilles lors du prochain carnaval et du prochain cyclone. Entre-temps, les riches planteurs de banane auront été grassement indemnisés après le passage de Dean, et l'ouvrier agricole empoisonné restera à marner dans son chômage, bien obligé de manger les patates du jardin. Et personne ne posera les vraies questions, à savoir: pourquoi les habitants des Antilles ne peuvent plus s'acheter un lopin de terre devenu trop cher à cause de la spéculation foncière, pourquoi ils n'ont presque pas accès aux meilleurs emplois trustés par des métropolitains, pourquoi les jeunes diplômés et les autres doivent s'expatrier et pourquoi chaque année plus de mille hectares de terre agricole sont perdus au profit du béton? Comme ailleurs, comme partout, c'est la folle logique capitaliste qui au nom du profit empoisonne et spolie les paysans et les ouvriers qui, eux, comme ailleurs et comme partout, n'aspirent qu'à vivre et à travailler librement et en paix!

Moriel.

Sources: rapport professeur Belpomme disponible sur Internet; le bloc-note de l'écrivain R. Confiant sur www.montraykeyrol.org.

Les régimes spéciaux de retraite

Les médias serveurs de soupe ayant docilement repris du collier, une première résistance consiste pour nous à poser quelques repères précis, afin de démystifier les mensonges, de refuser la culpabilisation ou la résignation et de préparer la lutte à venir.
Les données qui suivent sont reprises d'une brochure SUD Rail et concernent donc le régime des cheminots, mais la logique est certainement transposable aux autres régimes spéciaux. Aux collègues de l'énergie, de la RATP, des mines, des marins, etc., de venir à leur tour exposer le leur dans ces colonnes, ou ailleurs.

Sitta Neumayer

Sitta milite au groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, et à SUD Rail.

Rappels historiques

1853 : régime de retraite des fonctionnaires.

1930 : régime général d'assurances sociales par capitalisation (le salarié investit dans les fonds de pension et le niveau de sa pension est déterminé par les spéculateurs).

1945 : régime général de Sécurité sociale, par répartition. Les actifs cotisent et versent aux retraités sous forme de pension, dont le niveau résulte d'une décision politique (en fonction du rapport de forces du moment entre le monde du travail et celui du capital). La représentation de la Seconde Guerre mondiale, avec ses armées et ses États, a tendance à occulter que 1945 porte précisément l'héritage des grands mouvements ouvriers de l'entre-deux-guerres, qui ont fortement ébranlé la société des possédants.

Or les régimes spéciaux créés tout au long du XIXe siècle, basés sur la répartition, offraient une meilleure protection. Ils sont alors conservés, dans l'attente d'être rattrapés par le régime général promis à amélioration. À noter, pour répondre au mensonge de la faillite du système, que, si l'économie ruinée de 1945 a pu mettre en place ce régime général par répartition, on a du mal à croire que celle des années 2000 ne soit pas capable de le maintenir !

Durant les années 50 et 60, le régime général s'améliore sans rattraper les régimes spéciaux. 1962 : mise en place d'un régime complémentaire, rendu obligatoire en 1982 (année du minimum de pension garanti au salarié ayant cotisé 37,5 ans, et de la retraite à 60 ans pour tous).

Depuis la fin des années 80, les possédants s'estiment libérés de tout compromis et organisent une sape (Balladur en 1993 pour le privé et Fillon en 2003 pour les fonctionnaires), qui n'aura pu être retardée que par la lutte déterminée de 1995.

Aujourd'hui, les régimes spéciaux représentent plus d'un million d'ayants droit et 6 % des retraites en montant. Ils concernent les mines (395 000 pensionnés), la SNCF (316 000), l'énergie (144 000), les marins (123 000), les clercs (47 000), la RATP (43 000), les chambres de commerce et d'industrie (2 500), l'opéra (1 500), les cultes en Alsace ! (800), la Comédie-Française (350).

Le régime de la Banque de France (15 000 pensionnés) a basculé au régime général en 2007, après une faible résistance.

Et puis il existe un régime « très spécial », qui n'est jamais dans le collimateur des possédants : celui des parlementaires !

Derrière l'hallali médiatique

Fillon, Sarkozy, la Cour des comptes, des sondages orientés avec soin, Bayrou, les ténors du PS, et j'en passe : tous s'accordent sur la fin des régimes spéciaux... La direction de la SNCF abonde en affirmant que la retraite des cheminots la pénalise de 95 millions d'euros dans le compte de son activité fret (histoire de nourrir tous les catastrophismes possibles), voire même plomberait ses comptes globaux.

Attardons-nous sur ce point. Début 2007 rentraient en application de nouvelles normes comptables, dites « IFRS », dont le prétexte était l'harmonisation internationale selon les exigences des entreprises cotées en Bourse, par rapport à des réalités du système anglo-saxon, parmi lesquelles les scandales répétés de faillites type Enron, qui ruinèrent d'un coup des dizaines de milliers de pensionnés, sans aucun recours. A-t-on retiré la gestion des pensions aux patrons avides ? Non ! On a obligé les entreprises à provisionner les engagements futurs. Appliquée à la SNCF, cette règle exige de comptabiliser aujourd'hui une partie des retraites à payer aux cheminots jusqu'à la fin de leur vie. Résultat : plus de 100 milliards à provisionner ! Solution : on a rendu juridiquement autonome la caisse de retraite, pour la sortir des comptes, par décret de mai dernier. Sur un plan d'outil collectif, c'est aussi pour l'État une manière de nationaliser la caisse des cheminots, après avoir nationalisé de fait la Sécu. La voie est libre pour trouver chaque année un « trou » qui appellera à la « responsabilisation » des pensionnés (décotes, durée de cotisation, etc.) et à « l'équité » (tous pauvres !). Et puis c'est l'idée même de solidarité immédiate entre salaires et pensions qui est sapée. D'ailleurs,

pour la première fois, les pensions n'ont pas été discutées lors des négociations salariales annuelles en 2007.

Mensonge n° 1 : d'autres paient la retraite des cheminots

En 1974 fut instaurée une solidarité financière entre tous les régimes, corrigeant les écarts de capacité contributive, compte tenu de leurs démographies. C'est la compensation, qui prenait en compte les effectifs des plus de 65 ans, et les pensions directes (pas les réversions). Les cheminots bénéficient ici, comme toutes les professions à forte baisse d'effectifs, d'une solidarité partielle. La SNCF reçoit 54 millions d'euros du régime général et verse 46 millions au régime des non-salariés.

En 1986 est instaurée la surcompensation, selon la même logique mais entre les régimes spéciaux, basée sur les effectifs des plus de 60 ans, sur pensions directes et réversions, et sur un calcul de la pension moyenne. La SNCF reçoit 327 millions d'euros pour compenser une petite partie (21 %) de la baisse du rapport actifs/retraités (passé de 2 à 0,7). Rappelons que c'est aussi l'effet d'une politique délibérée de réduction des effectifs (par non-renouvellement de postes, filialisation de pans entiers de l'activité de la SNCF, création de RFF).

Entre-temps, en 1983, l'Epic (Établissement public industriel et commercial) SNCF est créé pour succéder à ce qui était depuis 1938 une société anonyme à capitaux étatiques, et le cahier des charges précise sa participation au régime de retraite. La SNCF finance les particularités du régime sur une population normalisée (même rapport actifs/retraités que le régime général) tandis que l'État prend en charge le surcoût lié au déséquilibre démographique. Il ne s'agit donc toujours pas de tel ou tel avantage. Si l'État arrêtait de payer, ou bien si le régime spécial n'existait pas, le régime général verserait cette somme de 2 552 millions d'euros.

Mensonge n° 2 : le départ cinq ans avant

L'âge réel de cessation d'activité des salariés du privé et des fonctionnaires est de 57 ans. La moitié des salariés du privé de 55 ans et plus sont préretraités ou chômeurs. Seulement 40 % travaillent lors de la liquidation de la retraite.

Quant à la question de la pénibilité, elle mériterait de longs développements car elle est mal posée aujourd'hui, tous régimes confondus. Notons toutefois que, lorsqu'il s'agit des forces de répression (police et armée), nos tyrans n'évoquent pas l'indignité de départs à 55 ans, 50 ans, voire plus tôt pour la première fois, les pensions n'ont pas été discutées lors des négociations salariales annuelles en 2007.

Mensonge n° 3 : l'avantage du calcul sur le salaire des six derniers mois

Dans la logique de carrière de la SNCF, le dernier salaire est le plus élevé. Ce qui n'est plus le cas pour les salariés du privé (carrière irrégulière, chômage ou préretraite pour la majorité lors du départ à la retraite), pour lesquels la revendication juste serait au minimum un retour aux 10 meilleures années, voire une amélioration en prenant les 5 meilleures.

Mensonge n° 4 : l'avantage d'une pension au taux plein dès 37,5 ans de cotisation

Pour avoir ses 37,5 annuités, un cheminot doit être entré à 17 ans, ce qui est loin d'être le cas pour la majorité. À la liquidation, la durée moyenne est de 33 ans. En outre, le calcul se fait sans les indemnités et une partie des primes, et sur la base de 87,6 % du salaire et non 100 %. En moyenne, la pension du cheminot s'élève à 1 534 euros pour 1 713 dans le privé. Et, en bas de l'échelle, plus de 30 000 retraités (10 %) et 25 000 pensionnés de réversion touchent le minimum de pension, 1 023 euros.

Le COR (Conseil pour l'orientation des retraites) indiquait en 2001 que le pourcentage de la retraite par rapport au salaire était de 84 % dans le privé (mais 10 % ont moins de 1 150 euros), de 77 % chez les fonctionnaires et de 67,5 % chez les cheminots. Taux qui tombe à 58 % si l'on rapporte au salaire y compris indemnités et primes.

On le voit, les cheminots payent leurs « avantages » pendant toute la période d'activité. Ils cotisent plus. Pour 25,87 à 28,63 % dans le privé (selon le niveau de la complémentaire), c'est à la SNCF 42,30 % (30,34 %, fixé par décret pour assurer la retraite aux conditions du régime général, et 11,96 % pour payer les départs avant 60 ans). Et ils gagnent moins, car la SNCF reprend d'une

main ce qu'elle donne de l'autre en offrant des salaires moindres à qualification égale.

Il s'agit donc bien d'un choix collectif de modalités d'une solidarité entre actifs et retraités, dans une population particulière. Les anarchistes critiqueront à juste titre la manière avec laquelle ce choix est maîtrisé ou non par les travailleurs eux-mêmes, mais les principes de solidarité qui sont en jeu sont tout sauf « indignes ».

Au total, les cotisations se montent à 1,8 milliard d'euros, soit 38 % des ressources de la caisse des retraites. La contribution de l'État (2,5 milliards) en représente 54 %, et compense le déséquilibre démographique. C'est certes important, mais c'est à comparer à d'autres interventions de l'État en faveur des entreprises, comme la compensation des mesures d'allégement de charges patronales (environ 25 milliards, en constante augmentation) et des aides aux possédants (droits de succession, bouclier fiscal, etc.)

Mais alors pourquoi ?

Pas pour faire travailler plus longtemps puisque les jeunes ont déjà du mal à entrer dans des emplois stables et que les anciens sont virés à l'occasion d'incessantes restructurations.

L'objectif est en fait la baisse mécanique des pensions, en allongeant la durée de base (40 ans aujourd'hui mais 45 annoncés demain), en annulant l'effet « meilleures années » (passées de 10 à 25), en désindexant les pensions des salaires, en sanctionnant le manque d'annuités par des décotes sévères, etc. Bref, on ne garantit, au titre de la solidarité, que la misère, et on fait place nette pour les retraites par capitalisation, fiscalement soutenues, qui accentuent les inégalités entre possédants et possédés (!), jusqu'à ce que quelques faillites frauduleuses ne rééquilibrent partiellement la donne en renvoyant un peu des classes dites moyennes dans la misère de celles qui auront toujours été pauvres... Entre-temps, bien sûr, des gens « dignes » auront fait quelques profits.

C'est le mouvement observé depuis la réforme Balladur pour le privé, où les salariés vont perdre 20 % de pension d'ici à 2040 : 8 % du fait du calcul sur les 25 meilleures années, 8 % par l'indexation sur les prix et non les salaires, 4 % par le calcul sur 40 ans.

La question globale du partage des richesses

La stratégie de division a fonctionné. Après le privé, et les fonctionnaires, nos tyrans ont beau jeu de stigmatiser les nantis qui ne voudraient pas se laisser aligner (dans tous les sens du terme).

Il nous faut donc reposer le problème en termes généraux. A l'intérieur du système capitaliste tout d'abord, en rappelant qu'il s'agit de la reprise par le capital de la portion de « richesses » que les rapports de forces construits tout au long du XIXe et jusqu'aux années 1960 avaient permis d'attirer vers le travail (les salaires représentaient encore 70 % du PIB il y a vingt ans, 60 % aujourd'hui).

Dans une optique démographique générale ensuite, ce n'est pas le rapport actifs/retraités qu'il faut examiner, mais le rapport actifs/inactifs. S'il y a plus de retraités, il y a aussi moins de jeunes, et le rapport actifs/inactifs n'est pas appelé à chuter dans les quarante années à venir.

Au-delà, et sur un plan plus spécifiquement anarchiste, il nous faut reposer la question du type de société que nous voulons, débarrassée des instruments de domination, dont font partie le salariat et l'argent. Cela conduira nécessairement à revoir l'idée même de retraite, au profit de mécanismes de solidarité généraux qui, tout au long de la vie, demanderaient à chacun selon ses capacités (à développer et à partager) et accorderait à chacun selon ses besoins (à questionner selon qu'ils apparaissent vraiment émancipateurs ou au contraire aliénateurs d'autrui).

C'est dans cette perspective qu'il nous faut reprendre la lutte sur les régimes spéciaux. Non pour garantir à leurs seuls bénéficiaires de pouvoir encore se payer leurs « avantages », mais parce qu'ils portent un reste de la valeur de solidarité qui a été abandonnée au tyran dans les autres secteurs.

Certains, en d'autres temps et d'autres lieux, se sont battus jusqu'à la dernière barricade, jusqu'au dernier mur. Ce rappel n'est pas encourageant, mais ceux qui ont abandonné la lutte aux premières charges versaillaises ou phalangistes n'ont pas vu pour autant leur salut. La seule question est donc celle-ci: comment construire un mouvement qui prenne appui sur ce mur auquel nous sommes adossés, pour repartir dans le sens de l'émancipation.

S. N.

Viande = meurtre

André Sulfide

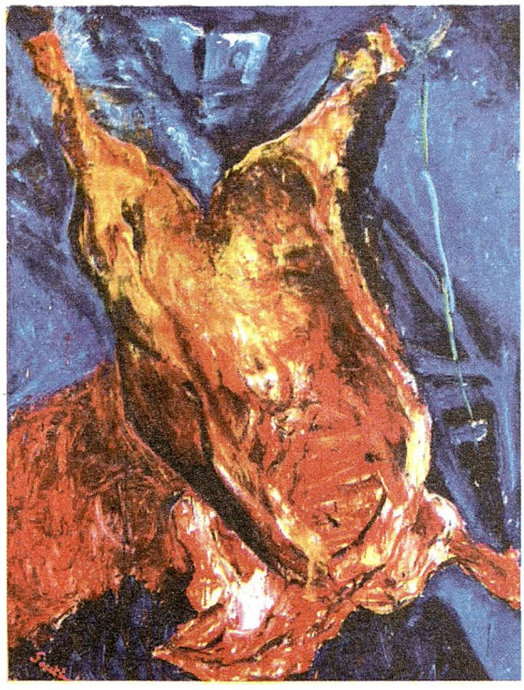
À L'HEURE DES DÉFORESTATIONS et des catastrophes écologiques, diverses instances à vocation internationale paraissent vouloir se préoccuper du problème de la production et de la consommation de la viande. Ce n'est pas trop tôt. Une enquête publiée le 23 septembre dernier dans *Le Monde* dresse un tableau alarmant du problème posé par l'alimentation carnée, dans les mêmes termes que ce que nous écrivions il y a deux ans déjà (*ML* n° 1374, 4-10 novembre 2004).

À savoir que la production de viande n'existe que par le viol permanent de la nature et des écosystèmes. Les 30 % des surfaces émergées occupés par les pâturages, et près de la moitié des céréales récoltées servant à nourrir, non pas directement les hommes et les femmes, mais le bétail, se paient au prix des défrichages massifs, du gaspillage de l'eau et du saccage des cultures vivrières. Tristes corollaires, auxquels il faut ajouter divers effets polluants, en particulier les rejets azotés dans les sols et les rivières engendrés par les milliards de tonnes de déjections, ou encore les émissions de gaz à effet de serre dont l'élevage représente, à lui seul, 18 %. Régulièrement, le développement des épizooties provoquées par cette industrie criminelle, tant pour les animaux que pour les hommes, devrait rappeler à tous qu'il est temps de revoir, radicalement, nos habitudes alimentaires.

Le temps presse en effet. Bientôt, la Terre comptera 9 milliards de bouches à nourrir… 9 milliards! Prétendre garantir de la viande à autant d'appétits, dans l'état actuel de la planète et des ressources énergétiques, relèverait tout simplement de la folie furieuse. Hélas, les récentes études menées en commun par la FAO-OCDE [1] prévoient une augmentation de la production mondiale de viande pour les prochaines années, évoquant même une possible multiplication par deux!

À cela, une double cause. La première, que les experts, par pudeur sans doute, n'évoquent pas, s'attache aux intérêts des lobbys de l'agroalimentaire, peu enclins à changer un commerce particulièrement rentable (les besoins fondamentaux de l'humanité ayant ceci d'avantageux, qu'ils sont, par définition, inextinguibles). La seconde, c'est que, pour différentes raisons (culturelles, religieuses…) les consommateurs sont tout aussi peu disposés à modifier leur comportement.

Mais sont-ils convenablement informés? Certes, au sein des pays dits développés, la progression des maladies cardio-vasculaires et de l'obésité qu'entraîne la surconsommation de viande suscite un intérêt croissant pour diverses formes de régime diététique. Mais, du côté des pays réellement pauvres, le problème



toujours non résolu de la faim rend impossible toute réflexion sur les comportements. Les repus seraient mal inspirés de donner des leçons de civisme alimentaire aux ventres affamés qui, selon un adage hélas encore vrai, n'ont point d'oreilles.

On nous apprend alors qu'une étude publiée par la revue médicale britannique *The Lancet*, préconise un rééquilibrage: que les pays riches réduisent leur surconsommation de viande au profit des pays pauvres dont la consommation est actuellement dix fois moindre. Et, afin de conjurer les effets désastreux de la production sur l'environnement, tout en maintenant des rendements suffisamment élevés, il faudrait imposer le concept « d'agriculture écologiquement intensive ».

Que cache cette novlangue de technocrates? C'est simple, et très proche de ce qui a déjà été accompli avec les OGM pour accroître la productivité des végétaux. Séquençage des génomes pour obtenir des races aussi résistantes qu'exploitables, utilisation d'additifs alimentaires pour agir sur la fermentation entérique des bovins (et réduire ainsi la production de méthane), élaboration de rations plus concentrées en céréales… qu'il faudra bien produire, d'ailleurs. Bref, tout cela n'est pas très au point, mais qu'on se rassure: une équipe de sociologues, zootechniciens, économistes, nutritionnistes, agronomes et j'en passe joue d'ores et déjà les apprentis sorciers dans les laboratoires de l'Inra [2], pour les besoins de la cause industrielle.

Quand admettra-t-on que le gaspillage énergétique induit par la production de viande, allié à une démographie mondiale galopante, condamne à court terme le régime alimentaire carné? Qu'il faille rééquilibrer la production agricole — et surtout la distribution des denrées — afin de régler une fois pour toutes le scandale de la faim dans le monde, c'est une nécessité absolue. Mais les ressources limitées de notre planète nous obligent désormais à nous arrêter aux céréales, aux fruits, aux légumes, sans les réintroduire dans un circuit de boucherie nuisible.

Nuisible, et inutile. Depuis des siècles, des millions de végétariens prouvent qu'on peut vivre et bien vivre sans consommer ni viande ni poisson. Qu'on cesse de mentir en affirmant, comme certains experts du Cirad [3], que la malnutrition dans les pays du Sud tient au manque de protéines animales. Elle tient, en l'espèce, au manque de nourriture tout court.

L'alimentation sans viande, solution d'avenir? Trop longtemps délaissée, la question appelle les réflexions et propositions des anarchistes. Et pour commencer, pourquoi ne pas renouer avec la propagande par le fait, entendons par l'exemple? Le végétarisme serait, de ce point de vue, un excellent terrain d'exercices. A. S.

---

1. La FAO est une organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques.

2. Institut national de la recherche agronomique.

3. Centre de coopération internationale de recherche agronomique pour le développement.

Un flicologue urbain

Jean-Pierre Garnier

Il y a des gens qui s'interrogent encore, on se demande pourquoi, sur les raisons de la rébellion des jeunes des cités de novembre 1995. D'autres, en haut lieu, paniqués à l'idée qu'un tel événement puisse se répéter, en sont déjà à échafauder des plans pour y faire face à défaut — les mêmes causes ne pouvant qu'engendrer les mêmes effets — de pouvoir empêcher qu'ils se reproduisent. Pour ce faire, ils s'adjoignent les services d'experts ès insécurité qui les aideront, espèrent-ils, à comprendre pourquoi les « forces de l'ordre » n'ont pas été en mesure de prévoir ni de juguler rapidement la chienlit banlieusarde, et à faire en sorte de ne pas être débordées par elle dans l'avenir.

C'est ainsi qu'Olivier Hassid, spécialiste de la « gestion des risques », décortique dans le numéro de juillet-septembre 2007 des *Cahiers de la sécurité*, publication rassemblant les cogitations de l'Institut national des hautes études de sécurité mis sur orbite par le ministre « socialiste » de l'Intérieur Pierre Joxe il y a une vingtaine d'années, le comment et le pourquoi du manque de préparation de la flicaille confrontée au soulèvement de la racaille. Il en ressort que, selon un haut fonctionnaire interrogé par O. Hassid, que si « les événements de l'automne 2005 et la façon dont ils ont été gérés ont permis d'adapter certaines méthodes de travail [...], le caractère inédit de ce qui s'est passé faisait que nous n'avions pas la possibilité d'anticiper l'événement ». Et de conclure : « C'était une crise qui dépassait l'aspect technique de notre métier ». Autant dire une crise politique dont le sens ne peut, en toute logique, qu'échapper à la jugeote policière. Mais aussi à celle de chercheurs qui, à l'instar de leurs commanditaires, s'emploient à réduire la politique à la police.

Olivier Hassid, à cet égard, est un modèle du genre. Docteur en science économique, chargé de mission au Centre d'analyse stratégique (ex-Commissariat général au Plan), secrétaire général de Primo (une association européenne de « gestion du risque en secteur public », enseignant à Paris I, Nanterre et Reims), c'est l'un des suppôts universitaires le plus en vue de la dérive totalitaire de nos sociétés vers le tout sécuritaire. Autrement dit, un flicologue de pointe.

Par « flicologue », il faut entendre une variété de chercheurs qui ont fait leur la finalité normalisatrice de plus en plus fréquemment impartie aux recherches en sciences sociales. Au sein de cette catégorie pour qui le préventif se confond avec le répressif, existe une sous-catégorie qui prend la police et, plus largement les dispositifs de contrôle social, comme objets d'étude pour œuvrer à leur renforcement et leur perfectionnement. Olivier Hassid fait partie de ceux-là.

Fort de son statut de spécialiste en « sécurité », le flicologue est chargé de donner un vernis scientifique à l'élaboration et à la diffusion du nouveau sens commun punitif. Préfacé par l'un de ses compères, le redoutable Sébastian Roché, politologue responsable du pôle de recherche « Sécurité urbaine » au CNRS et enseignant à l'École de police de Lyon, le dernier opus d'O. Hassid, *La société vulnérable* (Le Félin), pourrait être sous-titré

Toutes les illustration de cet article ont été prises sur le site :http://touscochons.blogspot.com/
créé en soutien à Placid, le dessinateur condamné à 500 euros d'amende pour son illustration du livre du Syndicat de la magistrature :
Police vos papiers (éditions l'Esprit frappeur)

« Surveiller et punir : mode d'emploi ». Dans la préface, S. Roché donne d'emblée le ton de l'ensemble : « Les menaces sont aujourd'hui multiformes et le grand projet de construction européenne ne semble pas apporter de protection aux ressortissants de l'Union européenne. » En fait de « protection », il s'agit d'enserrer les sociétés dans un maillage et un quadrillage qui fera de tout citoyen un suspect en puissance. Non content d'appeler au gonflement des effectifs policiers et militaires affectés à cette « protection », O. Hassid s'est fait l'avocat, sous couvert d'« externalisation » de certaines fonctions régaliennes de l'État, d'une privatisation partielle des « tâches de sécurité » et du recrutement de mercenaires par des sociétés privées.

Comme tous les spécialistes de son acabit, ce flicologue joue aussi le rôle de conseiller auprès du Prince, aux niveaux national, local ou international, notamment lorsque celui-ci est confronté à des formes inédites de rébellion populaire. Les « rapports » qu'il pond à la commande sont des écrits prépensés par le complexe judiciaro-policier grâce auxquels les gouvernants peuvent habiller d'une similiscience des décisions prises en fonction de considérations souvent électoralistes.

Le deal entre le flicologue et ses commanditaires est le suivant : privilèges et prébendes académiques dans l'université ou les organismes de recherche (financements, publications, promotions, décorations, invitations à des colloques, voyages d'études à l'étranger…) et notoriété médiatique assurée par les « relais d'opinion », en échange de l'abjuration de toute autonomie intellectuelle, c'est-à-dire de la capacité à (re) formuler la question qui est soumise à sa compétence supposée en termes scientifiques selon les canons de la discipline.

Ces canons, il est vrai, sont de plus en plus flous puisqu'ils tendent à être redéfinis par des chercheurs eux-mêmes inféodés aux pouvoirs en place, tendance d'autant plus marquée que la discipline est éloignée des normes du monde savant. La « scientificité » dont ils se targue n'est attestée que par le recours à un jargon ampoulé et aux ficelles les plus usées de la glose universitaire. D'où l'incapacité absolue d'O. Hassid et ses acolytes à rompre avec la définition officielle du « problème social » de la montée postulée de la criminalité, du terrorisme et de l'insécurité, pour en démontrer et démonter la préconstruction politique, administrative ou journalistique. Par exemple, loin de remettre en cause la validité scientifique du pseudo-concept de « violence urbaine », il disserte aussi doctement que docilement sur ses causes présumées et ses remèdes possibles dans les termes mêmes assignés par l'administration.

Comme pour celles de ses congénères, les « enquêtes de terrain » d'O. Hassid semblent se limiter, la plupart du temps, à des entretiens avec des autorités (élus, responsables des services de prévention, commissaires, et inspecteurs de police, magistrats, avocats, et aussi travailleurs sociaux et militants d'associations stipendiées — deux autres variétés de socio-flics —) préposées au contrôle des habitants des « quartiers difficiles », et à des visites guidées par des policiers ou des supplétifs de l'encadrement (éducateurs, moniteurs, formateurs, animateurs et autres « médiateurs »). La production « scientifique » d'O. Hassid porte l'empreinte livresque et pédante du statut et de la position de son auteur, plus apte, apparemment, à fréquenter les salles de cours ou de séminaires et les cabinets des ministres ou des maires, pour ne rien dire des commissariats de police ou des cantonnements de CRS, qu'à arpenter sans escorte les espaces « insécurisés » qu'ils sont censés étudier.

Comme les chercheurs les plus soumis au pouvoir, ce chercheur a eu droit à des « missions » à l'étranger pour rendre compte en France des expériences innovantes de « lutte contre l'insécurité ». Ainsi a-t-il effectué le pèlerinage obligé aux États-Unis — l'ancien maire de New York et procureur Rudolph Giuliani est l'un des maîtres à penser d'Olivier Hassid —, terre pionnière en matière de contrôle des populations « à risques », ou en Grande-Bretagne, pays où la population vit maintenant sous la « protection » de centaines de milliers de caméras de vidéo-surveillance. Avec ardeur et dévouement, ces missionnaires transatlantiques et trans-Manche du sécuritarisme en ont ainsi rapporté des théorisations (« tolérance 0 », « théorie du carreau cassé », « community policing », « defensible space ») concoctées dans les think tanks néoconservateurs ou néo-travaillistes, destinées à légitimer les méthodes tantôt musclées tantôt raffinées mises en œuvre pour traquer le terroriste qui sommeille en chaque musulman ou apprendre la civilité à la jeunesse issue des milieux populaires promise ou déjà soumise à la discipline du salariat précaire et sous-payé.

Sous prétexte de faire face à ces « menaces multiformes » où l'on retrouve pêle-mêle les intégristes islamistes, les maffieux venus du froid et les incendiaires de poubelles de nos cités, c'est « l'horreur sécuritaire », pour reprendre le titre d'un autre récent écrit dans une toute autres perspective (J.-M. Fédida, éd. Privé, 2006) qui se profile à l'horizon de la société ultra-sécurisée prônée par ces flicologues dont on pourrait dire qu'ils déshonorent les sciences sociales, si celles-ci ne tiraient pas une partie leur raison d'être de la mission qui leur avait été impartie à l'origine : rationaliser la domination, c'est-à-dire lui apporter un « plus » en efficacité et en légitimité. J.-P. G.

Salauds de pauvres !

Jacques Langlois

L'OMNIPRÉSENCE TSARKOZIENNE et le contenu de son discours agité, mécanique, omniprésent et rhétorique (il pose des petites questions dont la réponse va obligatoirement dans la bonne signification pour le sens commun) doivent amener à se demander si c'est vraiment nouveau, malgré la rupture affichée, et quel en est le contenu réel et profond. Ce n'est vraiment pas nouveau. Cela fait partie depuis plus de deux siècles du langage réactionnaire contre les acquis de la Révolution française et depuis toujours du discours de justification de la situation des pauvres. Rappelons que la Révolution française a donné le signal de la lutte contre la providence divine, les inégalités innées, la tradition, l'ignorance et, pour la raison, la loi corrigeant les inégalités, le progrès social et moral, l'éducation. Cela perturba car alors les riches, qui sont aussi des humains, eurent du mal à ne pas culpabiliser devant l'écart entre leur opulence et la misère. Aussi fallait-il des justifications nouvelles à leur situation privilégiée pour les exonérer de leur responsabilité et surtout de leur sentiment de culpabilité. Les systèmes de justification du bien fondé de la misère furent multiples et évolutifs en fonction de l'évolution des circonstances sociales.

Avant la révolution, la première théorie est religieuse : Dieu, interprété par les curetons de tous poils, l'a voulu ainsi afin que les riches puissent faire preuve de charité. L'ordre divin liait les riches à leurs obligations d'aide aux plus pauvres.

La deuxième théorie anté-révolutionnaire est philosophique. Dans les temps anciens : il y a un ordre naturel divin qui affecte les individus à leur situation en fonction de leur naissance et de leurs dons innés, et la justice consiste à reconnaître ces disparités en termes d'équité, autre nom de la justice distributive en fonction des talents (équité, ça ne vous dit rien ? C'est la dernière tarte à la crème de Tsarko), chacun ayant la situation qu'il mérite en fonction de sa nature. Platon fut un des premiers propagandistes de cette thèse par ailleurs courante dans le monde antique, au nom de la tripartition des fonctions sociales entre les curés (ou prêtres ou brahmanes), les guerriers et les producteurs, voire les parias. Chacun était prédestiné suivant qu'il avait de l'esprit, du cœur ou du ventre, ce qui le cantonnait à être un philosophe, un soldat ou un commerçant. Belle théorie qui indiquait aux exploités qu'il n'avait qu'à se soumettre à un ordre transcendant et providentiel voulu par leur nature.

Las, cette belle ordonnance fut fichée en l'air par les Lumières après un très long travail de maturation. Il faut dire que la religion chrétienne et l'Islam avaient établi l'égalité de dignité de chacun devant Dieu. Ce qui n'a pas empêché ces religions de couvrir l'esclavage et le statut inférieur des femmes, lesquelles n'eurent pas d'âme pendant longtemps. On a eu droit à des pratiques esclavagistes, le plus souvent fondées sur le fait que « les sauvages » (comme les femmes du reste) n'étaient pas pleinement humains à cause de leurs mœurs bizarres et de leur nature peu civilisée. Même Las Cases qui a défendu les Indiens d'Amérique n'a rien fait pour les Noirs. Il fallut donc trouver d'autres justifications, non pas pour les esclaves dont la situation était admise, mais pour tous les bons chrétiens et, ensuite, citoyens.

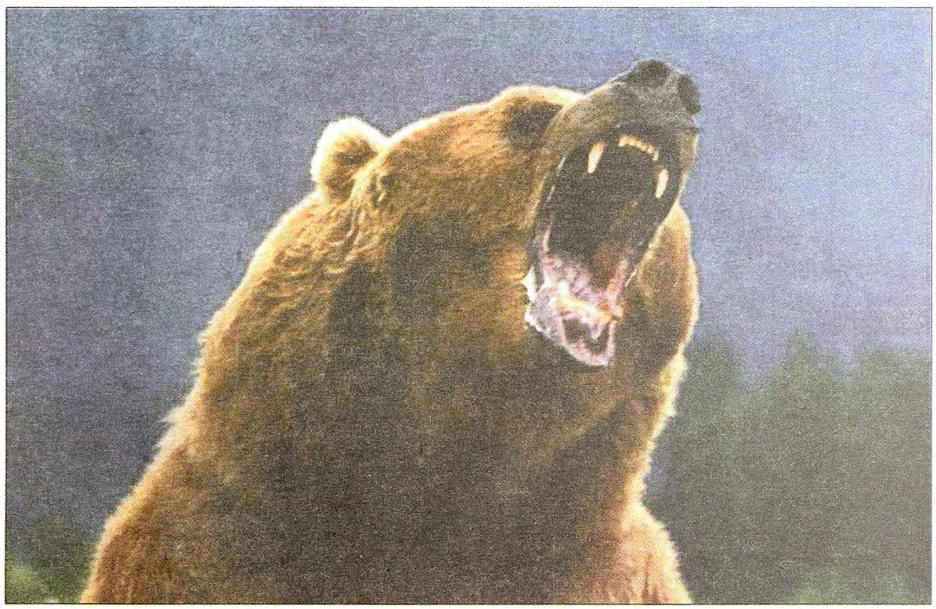
Là, le XIXe siècle fut fertile. Nous eûmes Malthus, dont la théorie se résume à l'idée que les pauvres se reproduisent trop sans se soucier de la situation de leur descendance, alors que « l'accès au banquet de la vie » est limité par la rareté des ressources. La thèse de Malthus coïncidait parfaitement avec le protestantisme prônant une vie ascétique, d'épargne et de travail. Ce n'est pas par hasard

que les Anglo-Saxons n'ont pas produit beaucoup de grand, de beau, de désintéressé, puisque tout devait être utile. Pour en être sûr, il suffit de comparer (vive le benchmarking, qui curieusement n'est pas appliqué dans ce domaine-là) les productions artistiques de la Grande-Bretagne à celles du reste de l'Europe, dans tous les domaines : architecture, peinture, musique. M. Tsarkozy, inspiré par son éminence grise, à savoir M. Guano (Guaino… le guano étant une sécrétion merdique des oiseaux et le socialisme étant devenu le sous-produit de la pensée libérale) vient de rafraîchir cette thèse lors de son récent discours aux Africains : vous baisez trop, vous ignorez l'avenir, vous êtes statiques, vous ne vous prenez pas en charge dynamiquement en vue du progrès, etc.

Nous eûmes Adam Smith qui prétendit, dans la foulée des physiocrates français, que l'ordre économique était naturel et qu'il fallait surtout que les dirigeants politiques n'intervinssent pas pour le troubler car cet ordre produisait mécaniquement son propre équilibre favorable à tous grâce à « la main invisible » de la providence économique. L'école monétariste de Milton Friedman est un avatar récent de cette thèse. Laissez faire, laissez passer, comme disait Guizot. Mais Smith appuyait la chose sur des arguments moraux : le riche suscite la sympathie de ses voisins qui ne rêvent que de l'imiter, laquelle imitation est le ressort psychologique de la cohésion sociale. Il n'est pas venu à l'idée de ce grand esprit que l'imitation pouvait conduire à l'envie. En bon vieux français, la jalousie consiste à protéger son bien et à vouloir ce que les autres ont ; l'envie consiste à vouloir que les autres n'aient pas ce que l'on n'a pas, quitte à le détruire. Par ironie, je dirai que la jalousie est le moteur du libéralisme et l'envie celle du socialisme collectiviste.

Toujours mieux. Enfin Darwin vint et la sélection des espèces dans la lutte pour la survie devint le « deus ex machina » de l'ordre social. Les pauvres l'étaient parce qu'ils étaient les plus inaptes dans la compétition pour la vie. Du reste, s'ils disparaissaient ce serait tant mieux puisqu'ils étaient condamnés par leur incapacité dans le « struggle for life ». Ceci était parfaitement visible puisque les pauvres au lieu d'être travailleurs, actifs, responsables, soumis passaient leur temps au bistrot, à forniquer dans le péché, à vivre dans l'assistance sociale. Citons M. Thiers, le boucher de la Commune de Paris en 1871 : « Nul ne doit faire peser sur la société le fardeau de sa paresse ou de son imprévoyance. ». Le darwinisme social justifiait qu'on ne les aidât pas. L'ordre moral était enfin justifié par une solide théorie scientifique. C'est pourquoi, il ne faut surtout pas aider les pauvres ; ça les aide à survivre, ce qui coûte beaucoup aux bons compétiteurs qui les ont à charge.

Toujours plus. L'école néoclassique en économie (M. Gilder, économiste de « l'offre ») a « prouvé » qu'en réalité les aides sociales étaient contre-productives : elles enferment les assistés dans leur incapacité et leur mentalité de mendiants et font donc qu'ils ne font aucun effort pour s'en sortir. Citons ce Monsieur : « Quiconque connaît un tant soit peu l'élite économique et politique sait qu'il est désespérément vain de donner aux Noirs des responsabilités élevées. » Comme dirait Tsarko, les pauvres n'ont qu'à travailler et s'ils refusent deux propositions d'emploi, quelles qu'elles fussent, toute aide doit leur être sucrée à commencer par les indemnités de chômage. C'est pas très neuf, malgré la rupture affichée par ledit Tsarko : la droite conservatrice et religieuse américaine en est depuis longtemps le parangon.



Dans la foulée, les économistes nous expliquèrent que le travail ne devait être payé qu'à sa valeur marchande, laquelle découlait du marché dudit travail, pourvu qu'il ne soit pas limité par des entraves étatiques ou des nuisances corporatives : temps de travail réglementé, charges sociales assises sur le travail, sécurité sociale contre les aléas, prise en charge des accidents et des maladies professionnelles par le patronat, organes de défense des salariés, conventions collectives, etc. Ainsi l'équilibre serait assuré et tout le monde aurait un travail, fût-il à temps partiel et payé avec un élastique. Car, d'après M. Friedman, pape du monétarisme, il y a un « taux de chômage naturel » au-delà duquel se développe l'inflation qui « euthanasie les rentiers » (Keynes) et les décourage d'investir pour augmenter l'offre. Dieu merci, la globalisation a permis aux trusts de se délocaliser dans les endroits où toutes ces horreurs n'existent pas, comme du reste tout droit environnemental et de santé ou fiscal. Mattel est bien emmerdé par ses productions chinoises, dont il faut dire que les usines lui appartiennent, et qu'à force de tirer sur la Chine cette boîte risque fort de n'avoir pas ses productions de Noël 2007.

Dans la boîte à outils de la justification de la situation des pauvres, il y a, eh oui, un critère de justice qui nous vient de l'utilitarisme anglo-saxon et du fascisant Pareto. L'optimum de Pareto enseigne que la meilleure situation générale pour tous advient quand ajouter quelque chose pour certains n'enlève rien aux autres. C'est le bon raisonnement en moyennes développé par l'INSEE : la part des riches augmente, celle des pauvres stagne ou régresse un peu, pourtant la moyenne augmente, donc personne n'y perd. Les riches sont plus riches ; les pauvres plus pauvres, mais en moyenne le pouvoir d'achat moyen se maintient. C'est le bon raisonnement de Rawls, en « équité » : il suffit que les inégalités profitent aux plus pauvres pour que la justice soit assurée s'il y a égalité des chances et accès de tous aux biens fondamentaux (la liberté, l'accès à la justice, la participation politique, etc.). Quand aux accès à l'eau, à l'électricité, au compte bancaire, à la poste, aux transports, aux Télécoms, etc. la question ne sera pas posée.

La conclusion s'impose. Les productions idéologiques de la droite ont gagné du terrain et dominent, suite à un intense travail de propagande mené par les réservoirs de pensée, les technocrates libéraux du FMI, etc., les politiciens, les experts économiques, les médias inféodés aux puissances d'argent et aux politicards. La religion revient sous forme d'églises évangéliques, de sectes et de gourous, car au paradis les pauvres auront un monde meilleur et les riches seront éliminés : il est plus difficile, comme dirait la nouvelle évangéliste Ségolène Royal, à un riche d'entrer au paradis qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille. Cette victoire, par suite d'un bataille idéologique de longue haleine, n'est survenue que parce que la prétendue gauche n'a ni su ni voulu se doter d'un projet à la hauteur du néolibéralisme financier et mondialisé.

J. L.

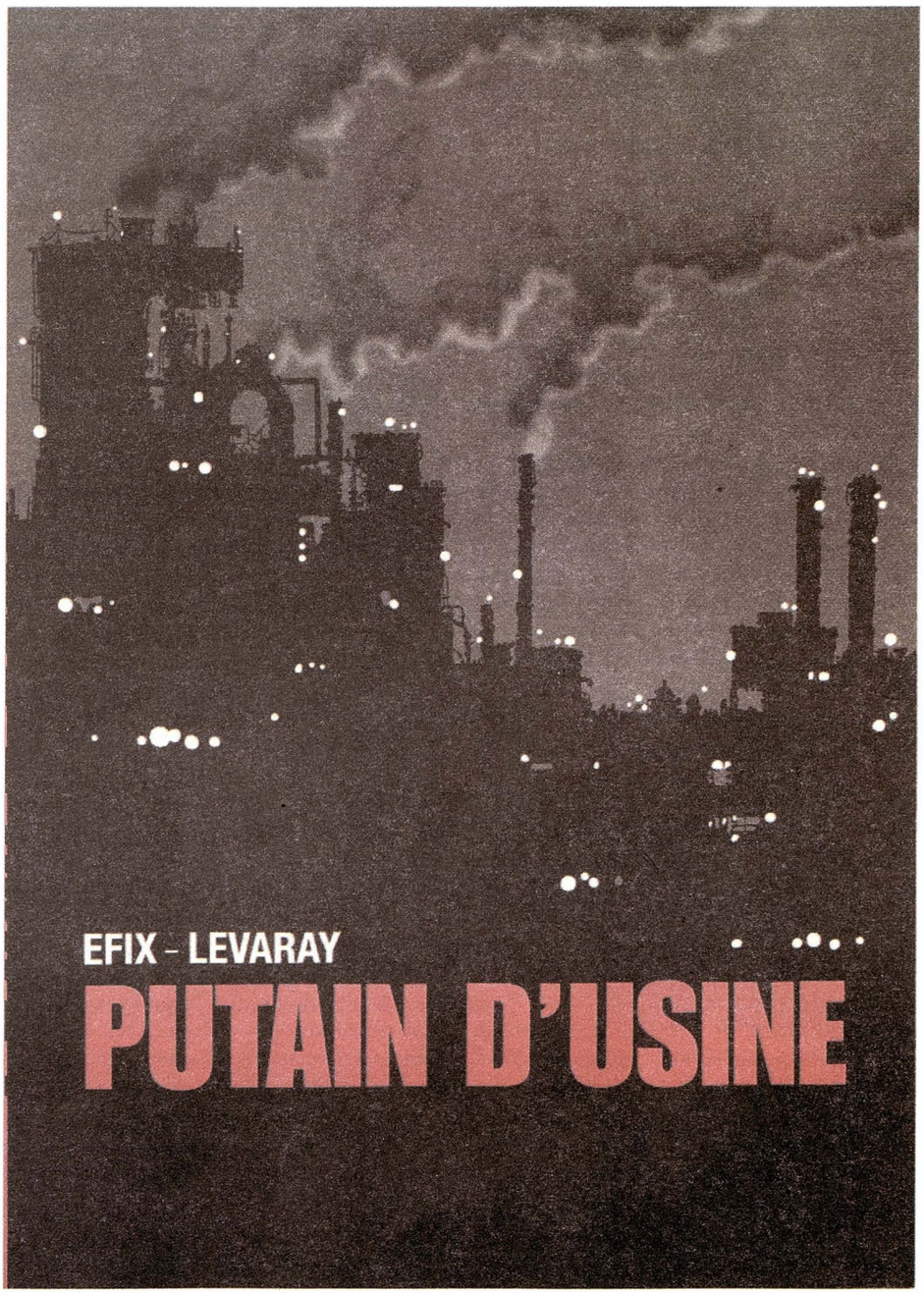
Putain d'usine... la BD

Après le livre, les adaptations théâtrales et le film, voici la BD. *Putain d'usine*, le livre de Jean-Pierre Levaray, a trouvé une nouvelle déclinaison dans les belles planches d'Efix.

Putain d'usine a fait un sacré bout de chemin depuis sa sortie, en janvier 2002, aux éditions L'Insomniaque. Salué par la critique, vendu à plus de 10000 exemplaires, décliné en pièces et en lectures théâtrales, le court récit incisif a été le fil rouge et noir d'un film documentaire éponyme de Rémy Ricordeau et d'Alain Pitten.

Réédité chez Agone, *Putain d'usine* est à présent devenu une BD grâce à une putain de rencontre entre Jean-Pierre Levaray et Efix, l'auteur de *Mon amie la Poof*.

Tous les chapitres du livre prennent corps. « Ne travaillez jamais ! » « Dire non », « La nuit », « L'apéro », « La mort », « La grève », « Lâcher tout ? » Tous et plus comme cette nouvelle déjantée empruntée à *Classe fantôme* (édité aux éditions Le Reflet), Caterpillar, qui devient Le Chouleur.



Efix a quitté provisoirement les jolies filles pulpeuses pour croquer les prolos, le travail de nuit, l'ennui... Pour sa documentation, l'artiste avait demandé des photos de l'usine Grande Paroisse de Grand-Quevilly, mais il a aussi fait appel à sa mémoire. Ayant lui-même bossé comme intérimaire dans une boîte du même type, Efix a connu l'enfer du travail salarié. « Je ne suis pas resté longtemps à l'usine, mais c'est gravé à jamais », explique-t-il. Lui a osé partir... Jean-Pierre y bosse comme ouvrier de fabrication depuis trente ans.

Après quelques mois de mûrissement, une première mouture est sortie en couleurs. Grand format. Luxueux. « C'était joli, mais peut-être un peu trop. Cela faisait presque penser à la plaquette commerciale qu'auraient pu commander les dirigeants des usines où ces histoires se passent. Il fallait trouver autre chose », soutient Efix.

Finalement, le format s'est rapproché de celui des comics qu'affectionne Jean-Pierre (également amateur de Jacques Tardi et de Marjane Satrapi). Les couleurs ont laissé la place au noir et au blanc. Manière d'illustrer le manichéisme des scènes où les personnages broient souvent du noir. Fusain, craie, crayon, encre ont noirci des tonnes de ramettes avant de trouver le ton juste. Jean-Pierre Levaray a été soufflé par l'énergie dépensée par Efix qui, une fois lancé, réalisait au moins une planche par jour. Un vrai travail de galérien pour quelqu'un qui serait a priori allergique... au travail.

Les lecteurs, ouvriers ou non, apprécieront ce que la patte et l'humour d'Efix apportent à un story-board bien sombre. Chaque chapitre de *Putain d'usine* fonctionnant pratiquement comme une nouvelle, le découpage permettait de mêler plusieurs univers. Divers styles et techniques, associant parfois photos et dessins enfantins, se croisent ainsi au fil des pages pour servir une histoire où l'humain et l'inhumain se confondent tragiquement.

Du point de vue graphique, la BD *Putain d'usine* est une réussite totale. En prime, elle sert des sujets très rarement traités en bande dessinée, la lutte des classes et l'envie de pulvériser le capitalisme meurtrier. À lire le poing levé, l'esprit pointé vers un futur égalitaire et libertaire...

Paco

Efix et Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, éditions Petit à Petit, 144 pages N & B. 12,90 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot Paris XIe

Confessions d'un tueur économique

Nestor Potkine

On ne me prendra pas souvent à recommander le livre d'un homme qui a écrit, entre autres billevesées New Age, *Psychonavigation* ou *Surfez sur votre stress*. Mais voilà, il a aussi écrit *Confessions of an economic Hitman*. En 1971, John Perkins est recruté par Main, une grosse entreprise de construction américaine, à présent disparue. On le met en contact avec une collègue qui le teste, puis lui propose un travail, dont elle lui enseigne le surnom, chez les initiés: « Economic Hitman » « tueur économique ». Le mécanisme est simple. Perkins devra aller dans tel ou tel pays sous-développé, et mettre sur pied un modèle économique démontrant que, si ce pays emprunte X milliards de dollars dans le but de construire ou d'acheter des aéroports clés en main, des réseaux électriques idem, des usines, des ports, des autoroutes, etc., ces magnifiques équipements feront gagner tant d'argent au pays concerné qu'il pourra non seulement rembourser la dette et l'intérêt de la dette, mais en plus accéder en peu de temps au rang des grands pays industrialisés. La collègue lui explique ensuite qu'évidemment le montant des emprunts sera si astronomique que le pays ne pourra jamais rembourser, ce qui est le véritable objectif. Car alors le pays devra se plier aux désirs de son créancier, les États-Unis en l'occurrence, et fournir pétrole, ou base, ou canal, ou vote aux Nations unies, etc. Cela repose bien sûr sur l'assentiment du dirigeant du pays; on propose donc au dit chef d'Etat: 1°) les plus grandes facilités pour détourner autant d'argent qu'il en souhaite ; 2°) que les États-Unis, leurs services secrets, leurs mercenaires locaux, voire leurs forces armées feront leur possible pour lui assurer un excellent service après-vente dans le domaine de la suppression des pronunciamentos, guérillas, insurrections et autres petites pannes de pouvoir.

Incidemment, le programme est poussé aux États-Unis par les compagnies le plus à même d'en profiter directement, telles les grandes compagnies de construction, de fourniture énergétique, de pétrole. Toujours incidemment, quelle surprise, la Maison-Blanche regorge exactement de ces gens-là!

Perkins démontre qu'en 1971 le but est double; gagner beaucoup d'argent et construire l'empire américain, un empire intelligent, moderne, composé de colonies qui ont l'air de pays indépendants, d'exploitation qui a l'air d'aide, de vols qui ont l'air de prêts. En 2006, il s'agit surtout de se remplir les poches, l'empire étant définitivement passé du statut de but à celui de moyen. On consultera avec profit les ouvrages de l'ex-espion Robert Baer à ce sujet.

J'entends d'ici les gens qui ont lu les livres de Claude Guillon ou les nombreux, salutaires, réquisitoires contre la Banque mondiale et le FMI, dire: nous savons déjà tout cela! Non.

On a pu analyser la politique américaine, puis la comprendre, puis la reconstituer, et dire « voilà ce qui se passe, à peu près certainement ». Le fait nouveau de ce livre, c'est que l'un des hommes chargé du sale boulot a eu des scrupules, a compris que, vu des forêts amazoniennes, des favelas ou des shantytowns, il ressemble beaucoup à un micro-Eichmann, à un Heydrich mou, à un Bormann à retardement, c'est qu'il présente l'odieux mécanisme et l'affirme voulu, concerté, planifié, non pas sur les bords du Wansee, mais sur ceux du Potomac.

Certes, à découvrir les autres livres de Perkins, on se demande quelle foi accorder à ce demi-zozo. Celle-ci: son explication colle parfaitement, résume impeccablement, lie élégamment tout ce qui est venu au jour sur la soumission abjecte de la Banque mondiale et du FMI aux intérêts nord-américains, sur la collusion Bush-Saoudiens, sur l'invasion du Panama (combien d'autres dictateurs sud-américains, africains, asiatiques, moyen-orientaux, etc., comme le crapaud Noriega engrangent des milliards en exportant de la drogue? Combien ont été envahis par les marines?), sur les raisons réelles de l'invasion de l'Irak. En ce qui me concerne, j'ai commencé à lire ce livre avec une solide dose de méfiance. N'étant pas dans la confidence des conseils d'administration de Texaco, Bechtel et Halliburton, je ne saurais jurer de sa vérité. Ce dont je peux jurer en revanche, c'est ceci: Se non è vero, è bene trovato/Molto bene trovato. **N. P.**

John Perkins, *Confessions of an economic hitman*, Ebury Press, 7£80.

Nuits blanches sur Radio libertaire

Les Destinées nocturnes de l'histoire

Premières, le 19 octobre

Léo 38 et sa clique s'y sont déjà frottés avec bonheur et les insomniaques n'en sont toujours pas revenus. C'est cette fois ci au tour des Destinées de l'Histoire de tâcheronner les 3 x 8. Enfin presque. Le Sylvain qui marne sur RL toutes les semaines ou presque depuis avril 2000, et tous les mercredis de 8 heures à 9 h 30 depuis septembre de l'an dernier, va mettre le couvert une fois par mois. Et toute la nuit, peuchère. Les passions, dès fois, ça empêche de dormir. Surtout la sienne. Les passions, on aime bien aussi les faire partager. Surtout la sienne.

Passion de l'histoire depuis l'école, passion d'une vie tourmentée, toute tournée vers l'humain et par ce qui fait qu'il en est là, qu'il est là et qu'il faut bien savoir pourquoi et qu'il faut bien servir à quelque chose sur c'te putain de planète. Et c'est qu'il sait s'y prendre ce bougre de radioteur. Son itinéraire chaotique qui le conduit du Parti communiste et de ses inévitables déceptions, j'allais dire trahisons (celle du PCF, bien sûr), la nécessité de vivre son homosexualité au grand jour (Eh oui, pédé et j't'emmerde!!!), Radio Fréquence Gaie, Fréquence Paris Pluriel, TSF et pour finir l'auberge espagnole libertaire par des amitiés solides et désormais sans failles et sans faiblesses. Alors forcément, quand on y est bien...

Cette nouvelle émission s'appellera *les Destinées nocturnes de l'histoire* et sera une originalité de plus sur la bande FM de la région parisienne et sur le Web. Elle débutera le 19 octobre, dans la nuit de vendredi à samedi de 0 h 30 à 8 heures. Cette première nuit-là sera entièrement consacrée à différents regards sur l'anarchisme, avec un entretien de 1985 avec Daniel Guérin, Jean Préposiet et son histoire de l'anarchisme, sur Victor Barrucand, et plein d'autres surprises; extraites des plus de six années d'existence des destinées de l'Histoire sur Radio Libertaire.

La nuit du 30 novembre sera consacrée à Roger-Henri Guerrand, celle du 28 décembre reste encore une surprise qui s'élabore autour des années 80 sur Fréquence Gaie, et une nuit Robert Merle est en préparation en 2008. 2008 ou *les Destinées nocturnes de l'histoire* seront programmées tous les seconds vendredis de chaque mois.

Documents sonores, entretiens, reportages qui retrouvent vie à l'antenne, directs avec des invités temporaires et permanents, sur des thématiques historiques, voilà le programme. Alors voilà j'ai comme dans l'idée qu'on va avoir des réveils pénibles parce que pour ce qui est de s'endormir ces jours-là, c'est pas gagné.

Jipé

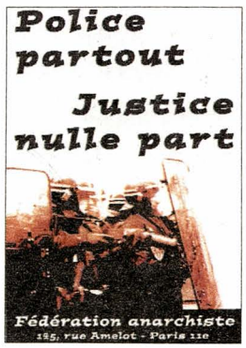
1930-1975 : l'Espagne et ses républicains pour témoins

...vous invitent chez Lucio,
tous les après-midi à partir de 14 heures
du 13 au 22 octobre 2007

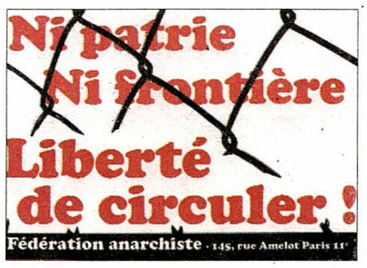
Espace Louise Michel : 42 bis, rue des Cascades 75020 Paris

Exposition itinérante à l initiative des Éditions Tirésias, des Amis de Tirésias et de Mémoires partagées

Pour tous renseignements contactez les Éditions Tirésias au 01 42 23 47 27 ou au 06 79 37 78 62 Sur internet : www.editions-tiresias.tk



Trois nouveaux autocollants (taille réelle 15x20 cm) édités par la Fédération anarchiste sont disponibles à la libraire du Monde libertaire, 145 rue amelot, Paris XIe, au prix de 1,50 euros les cinquante exemplaires



Radio libertaire

Jeudi 11 octobre

Jus de rue 08h30 Brel, Brassens, Ferré Nous aurons le plaisir et l'honneur de recevoir M. Laurent Melon, qui va nous emmener voyager dans son excellent livre *Paroles de Brel, Brassens, Ferré.*

Si vis pacem 18 heures. Guerre ou pacification en Algérie? Le point de vue des réfractaires.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » 19h30 Emission gay et lesbienne *Rien d'humain ne nous est étranger*: lesbiennes et gays, les yeux ouverts sur le monde. Nous n'acceptons pas d'être cantonnés dans nos problèmes ou de devoir nous taire sur nous mêmes pour parler du monde! Par Geneviève Pastre.

Epsilonia 22 heures Musiques expérimentales 22h-22h15: Nouveautés, Concerts, etc; 22h15-0h: Joyeux anniversaire Metamkine. L'association Metamkine (label, distributeur, cinéma expérimental etc.) fête ses 20 ans d'activités.

Vendredi 12 octobre

Place aux fous 13 heures Philosophie & Musique. Disciplines de l'indiscipline O. Pascault et V. Schaepelynck reçoivent Jacob Rogozinski (philosophe, professeur à l'Université de Strasbourg), pour son livre *Le Moi et la chair — Introduction à l'ego-analyse* (Ed. Cerf, coll. « Passages », 2006). Nous discuterons par ailleurs du colloque qu'il co-organise sur Guy. Debord.

Les oreilles libres 14h30 Musiques engagées Nous recevrons Clara Brailly et ses amis du groupe Headwar, pour un happening radiophonique intitulé *Radio d'où qu'on se trouve.*

Samedi 13 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier 10 heures Longo Mai Connaissance de la communauté de Longo Mai, à partir d'un livre de Beatriz Graf *Longo Mai, Révolte et utopie après 68*, avec Laurent.

Chroniques rebelles 13h30 Débats, dossiers, rencontres... *L'Intégration européenne de la France. La Tutelle de l'Allemagne et des Etats-Unis*, d'Annie Lacroix-Riz (Le Temps des cerises), avec l'auteure.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure 19 heures Magazine des livres, de la musique et du cinéma Invité: Grégoire Solotareff, dessinateur et auteur, pour la sortie DVD de son film *U* » (Wild Side Vidéo). Par Francis Gavelle.

Les passagers de la nuit 20 heures. Spécial cinéma d'animation. Nos invités seront Dominique Willoughby, réalisateur et enseignant; Jacques Kermabon, coordinateur du catalogue de la rétrospective *Du praxinoscope au cellulo.*

Dimanche 14 octobre

Tempête sur les planches XIV h Actualité du théâtre Une forme libre sans texte, issue d'un travail de recherche sur les rapports à la limite, à la règle, à l'autorité: *Des rangées* se présente comme une perpétuelle recherche de formes nouvelles qui interrogent l' expérience de l' enfermement et de la séparation.

Mardi 16 octobre

Idéaux et débats 18 h... *et leurs baisers, au loin les suivent... Paradis andalous* de Chantal Pelletier (Joelle Losfeld), *Les romans n'intéressent pas les voleurs* de Alain Rémond (Stock)

Jazz en liberté 22h30 Free jazz et musiques improvisés Exceptionnellement, l'émission n'aura pas lieu ce mardi, en raison de l'activité professionnelle de son animateur.

Mercredi 17 octobre

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Le blues en 1947!

Le manège 14 heures Littérature & cinéma L'invité littéraire: Lyonel Trouillot, pour *L'amour avant que j'oublie* (éditions Actes Sud), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 16 heures A l'heure du goûter Reggae et autres...

Femmes libres 18h30 Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Henri Simon, la situation des femmes chinoises.

Jeudi 18 octobre

Si vis pacem 18 heures Octave Mirbeau, un antimilitariste de choc! Invité: Claude Hertzfeld, auteur du livre *Le Monde imaginaire d'Octave Mirbeau* (2001).

Entre chiens et loups 20h30 Art & Anarchie Autour de Claude Brabant, des invités pour parler de la galerie « L'Usine », la revue *Empreinte*, et l'exposition des dessins de Swen à la librairie Publico

Epsilonia 22 heures Electrons libres 22h-0h Florence, David & Jean Baptiste exploreront comme thématique: « Les Musiques conceptuelles »; 0h et + Bandes sans fin d'Epsilonia.

Vendredi 19 octobre

Place aux fous 13heures PAF Musique Vicious Klub. Du rock haute énergie, pied au plancher, qui n'oublie pas les mélodies.

Samedi 20 octobre

Destinées Nocturnes de la Nuit 00h30 Histoire d'un soir... Emission consacrée à Daniel Guérin (entretien de 1985), à *L'histoire de l'anarchisme* de Jean Préposier, Victor Barrucand, etc. (Voir article p. 21).

Chroniques syndicales 11h30 Luttes et actualités sociales 11h30-12h30 Jules Vallès: *Le tableau de Paris* et *Dictionnaire d'argot* (Berg international Editeurs), avec M. Jourdan; 12h30-13h30 Emission juridique: l'externalisation à Gustave Roussy.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 11 octobre

Paris XIe

19h30 Réunion publique sur la police technologique au café de Paris, rue Oberkampf, métro Ménilmontant.

Paris XVIIe

Conférence-débat avec Jean Hénault, auteur de textes et romans décoiffants. A partir de 19h30 Librairie Résistances, 4 Villa Compant (angle rue Guy-Môquet), métro Guy-Môquet ou Brochant, www. librairie-resistances. com

Vendredi 12 octobre

Ivry-sur-Seine (94)

Jean-Michel Piton accompagné au piano par Paul-André Maby, à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie, ligne 7. Tél. 0146726468

Paris XVIIIe

A l'occasion des la Fête des Vendanges, Rébecca Gruel exposera ses oeuvres au local de la Bibliothèque La Rue Vendredi et samedi de 14 heures à 20 heures; Dimanche de 14 heures à 19 heures Vernissage vendredi à partir de 19 heures (La Rue: 10, rue Robert-Planquette Paris 18e — métro Blanche ou Abbesses — Tél.0142233218).

Samedi 13 octobre

Paris XXe

« 1930-1975: « L'Espagne et ses républicains pour témoins »: exposition itinérante à l'initiative des éditions Tirésias, des Amis de Tirésias et de Mémoires partagées, tous les après-midi à partir de 14 heures, à l'Espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades, 75020 Paris et ce jusqu'au 22.

Paris XIe

Rencontre à la librairie du Monde libertaire, avec Thierry Périssé, auteur de *Noir Horizon*, à 16h30, au 145, rue Amelot, Métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Montfermeil (93)

Sitting, discussion et table de presse devant l'hôpital de Le Raincy-Montfermeil... qui a récemment installé des bracelets électroniques pour nouveaux-nés dans sa maternité.

Asté (65)

Premières journées d'hommage à Marie Laffranque, organisées par l'association Les amis de Marie Laffranque, Salle de la Mairie. amis.marielaffranque@caramail.comwww.marie-laffranque.org

Lyon VIIe)

15 heures « Des années de plomb en Italie... A l'asile politique en France... »: Comment arrêter la machine infernale des extraditions des réfugiés italiens, débat organisé par le Collectif Persichetti (Valence) et la Librairie libertaire LA GRYFFE, 5, rue Sébastien-Gryphe 69007 LYON, France. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax: 0478610225. Courriel: librairie@lagryffe.net, site Web: www.lagryffe.net

Versailles (78)

17 heures, en Mairie, salle Clément-Ader, Rencontre avec Jacques Bouveresse autour de Peut-on ne pas croire? Sur la vérite, la croyance et la foi.

Quimper (29)

Le groupe libertaire CRABES (Cormorans révolutionnaires et anarcho-bigorneaux pour l'émancipation sociale) organise une semaine d'actions et informations anti mac do: rendez-vous à partir de 12h30 au Mc do du rond du Géant pour un pique-nique et une rencontre avec les adeptes de la Mc bouffe.

Mardi 16 octobre,

Quimper (29)

Toujours CRABES: seconde diffusion du film "Super Size Me", MPT du moulin Vert, à 20h30.

Jeudi 18 octobre

Rennes (35)

Le groupe La sociale de Rennes organise à 20 heures, à Carrefour 18, au 7, rue d'Espagne (métro Fréville ou Italie), son meeting de rentrée en un jour de lutte. Vie chère, retraites, sécu, services publics, expulsions... Parisot et Sarko attaquent, organisons la riposte!

Vendredi 19 octobre

Saint-Étienne (42)

Le Salon (off) de l'Autre livre 2007 à la Bourse du travail, Cours Victor-Hugo (en marge de la Fête du Livre organisée par la municipalité aux mêmes dates), contacts: Françoise 0684491877 et Yves 0681957088. Ca se poursuit le samedi evidemment...

Châlons-sur-Saône,

18h30 La Ligue des Droits de l'Homme vous invite à une conférence-débat sur la libre circulation des travailleur en Europe, amphithéâtre de l'I.U.T.1 allée des Granges-Forestier

Paris XIe

À partir de 18 heures, vernissage de l'Exposition des dessins de SWEN à la Librairie du Monde libertaire145, rue Amelot 75011 Paris

LIRE EN FÊTE 2007

Dimanche 21 octobre

Dans et autour de la librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, 75011 Paris
M° République, Oberkampf et Filles-du-Calvaire

Dès midi, et jusqu'à 19 heures, ouverture de la librairie, buvette, petite restauration, des débats, de la musique : Moustache chante Brassens (sous réserve) et Bruno Daraquy chante Couté, des animations pour les enfants, une bourse aux livres…

13 h 30 : Mouvement social, les anarchistes dans l'action.

Et, en parallèle à 13 h 30 : Nono le clown présente son combat contre la Scientologie ; débat précédé de la projection d'un film.

15 h 30 : Léon de Mattis présente *Mort à la démocratie !*, un virulent pamphlet contre l'électoralisme.

17 heures : Jean-Manuel Traimond présente *Attention religion.*

18 heures : Bruno Daraquy chante et dit Gaston Couté

Comme toujours, un moment de rencontre, de convivialité et d'échanges autour de la culture et de l'action libertaires !

Illustration d'après la plaquette « Le XIe : tout un roman », rallye littéraire auquel participe notre librairie. Dessin de Marie Saada.